

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 27 MAI 2015
VERGADERING VAN 27 MEI 2015

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins-Schepenen; M.-h. Frederic Nimal, Echevin f.f.-Schepen wnd.; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme-mevr. Cécile Jodogne, M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, M.-h. Bram Gilles, Mme-mevr. Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint-Adjunct gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : M.-h. Halis Kökten, Conseiller communal-Gemeenteraadslid.

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : M.-h. Mohamed El Arnouki, Échevin-Schepen; Mme-mevr. Angelina Chan, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; M.-h. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

EN DÉBUT DE SÉANCE-İN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : Monsieur-de heer Reghif, Monsieur-de heer Kanfaoui, Madame-Mevrouw Saglam, Madame-Mevrouw Moureaux, Madame-Mevrouw Ozdemir et/en Monsieur-de heer Gilles Conseillers communaux-gemeenteraadsleden

M. Clerfayt, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 45 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.45 uur** onder voorzitterschap van **mhr. Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **29/04/2015 (18:30)** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **29/04/2015 (18:30)** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Sönmez est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Sönmez is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Monsieur Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -==- SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

Sports -==- Sport

SP 1.- Mise à l'honneur de clubs sportifs schaarbeekoïses -==- Huldiging van schaarbeekse sportclubs

Monsieur le Bourgmestre expose et remet les coupes aux représentants des clubs.

Monsieur Köse expose et félicite les joueurs.

Un joueur de rugby intervient et remercie le conseil communal

Un représentant du BRASS intervient et remercie le conseil communal

Un représentant du club de pingpong intervient et remercie le conseil communal

SECRÉTAIRE COMMUNAL -==- GEMEENTESECRETARIS

Assemblées -==- Vergaderingen

SP 2.- Procès-verbal du Conseil précédant - Approbation -==- Notulen van de vorige gemeenteraad - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

SP 3.- Délégation du contreseing du Secrétaire communal - Pour Information -==- Volmachten ter medeondertekening van de Gemeentesecretaris - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement ses articles 109, 111 et 117;
Vu la décision du Collège du 19 mai 2015

Considérant que la taille de l'administration et la répartition géographique de ses implantations entraînent d'évidents retards quant à la signature des actes officiels;
PREND POUR INFORMATION

la liste des délégations de contreseing accordées par le Secrétaire communal à des agents communaux prenant cours le 28 mai 2015:

	Objet de la délégation	Délégué à la signature	Suppléant en cas d'absence
Services généraux			
1	Lettres informatives dans le cadre des procédures SAC	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Affaires juridiques			
2	Courriers adressés aux avocats et aux huissiers (désignation de l'avocat, accord sur les conclusions, demande de consultation, demande de factures, demande de signification d'un jugement, enquête de solvabilité).	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Assurances			
3	- Courriers de demande de couverture d'un bien au sens large du terme (immeuble, meuble, voiture) - Courriers de demande d'immatriculation de véhicules - Lettres types « accusé de réception » adressées aux victimes d'un accident - Demande d'attestation de soins donnés adressée aux hôpitaux et de quittances d'indemnité - Les déclarations de sinistre au sens large	Pascal Vincent	Wendy Leemans

Recette-taxe			
4	- Communication de formulaires de déclaration taxes aux redevables - Transmission copie des avis de constatation relatifs à la taxe sur les salissures - Transmission de règlements taxe aux redevables ou avocats - Transmission de photos ou pièces de dossiers relatifs aux immeubles abandonnés ou autres taxes aux redevables ou avocats	Yves Evenepoel	Véronique Onssels
Equipement			
5	Bon de commande	Gilbert Leenen	Marc Hendrickx Karen Stevens (bons de commande marchés publics) Sabine De Backer (bons de commande Magasin) Ayse Yuksel (bons de commande Magasin)
6	- Mise en liquidation des factures - Courriers aux fournisseurs - Contrats split-biling	Gilbert Leenen	Marc Hendrickx
7	- Courriers liés aux marchés publics : Lettres de consultation, de notification d'attribution / de sélection, de transmission de rapports d'attribution, de non-attribution / de non sélection , notification de standstill. de résiliation, d'envoi d'un PV de carence /de refus de réception (provisoire),de libération de cautionnement, - Courriers liés à la négociation avec les soumissionnaires dans le cadre d'une procédure négociée	Gilbert Leenen	Karen Stevens
8	<u>Courrier du service Culte/CPAS</u> - Transmission des comptes et des Budgets des Fabriques d'Eglise à destination d'autres communes ou de la tutelle - Courrier d'information et de transmis au CPAS - prise d'acte des délibérations du CPAS	Gilbert Leenen	Eva Borzikowski Stéphane Pire
9	<u>Courriers du service "Contrôle asbl"</u> - Rappel aux associations de l'application du règlement relatif aux subventions communales - Suivi de la liste des documents manquants et demande éventuelle d'explications complémentaires - Courriers d'information aux associations	Gilbert Leenen	Eva Borzikowski Stéphane Pire
10	- Courrier de transmis à la Tutelle - Courriers envoyés aux banques et aux autorités régionales pour la mise à la disposition des emprunts et crédits.	Gilbert Leenen	Gerda Decoster Stéphanie Gautier
Ressources Humaines			
11	Service du personnel <ul style="list-style-type: none"> • tous types d'attestations de service • application article 4 suite décision Collège • documents de fin de contrat (démissions, fin CDD ou remplacement <u>et</u> licenciement) 	Françoise Luc	Laurence Bertrand

	<ul style="list-style-type: none"> - Notifications diverses (mutations, disponibilités pour maladie, décisions du collège) - Conventions de stage - Contrats de travail - Courriers subsides : tableaux (occupation des emplois ACS...) et déclarations de créances - Convocation aux auditions dans le cadre de procédures disciplinaires ou de proposition de fin de contrat <p>Gestion des compétences-</p> <ul style="list-style-type: none"> -Réponses candidatures spontanées ou offre d'emploi - Convocations aux examens - Notification des résultats aux examens - Tous courriers en rapport avec la formation <p>Service traitements et Pensions</p> <p>Traitements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier récupérations salaires (accidents de travail non reconnus – états de recouvrement) - Courrier récupération paiements indus - Déclarations de créance Communauté française frais de transports enseignants - Attestations pécule de vacances de sortie - Attestations de revenus <p>Pensions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier ONP récupération réserves mathématiques - Demandes avances pensions Axa - Suivi retour tutelle et acceptation démissions pensions <p>Pour l'ensemble du Département en ce compris le SIPPT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier divers 		
Infrastructure : Travaux publics			
12	Bons de commande	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
13	Factures	Martial Martens	Jenny Deproote
14	Courriers concernant la passation des marchés publics : Lettres d'appel à la concurrence, invitation à fournir des documents complémentaires, invitation à justifier des prix, lettres de notification des décisions de sélection, d'attribution, courriers liés au standstill, à la négociation.	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (Bâtiment et SPEV) Yacin Er (Bâtiment) Corrine De Wit (Voirie)
15	Courriers de transmis à l'AATL, à la Direction des Monuments et des Sites	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
16	Courriers concernant les remboursements de dépannage de véhicules	Bernard Royen André Steinbach	Corinne De Wit
17	Courriers concernant l'exécution des marchés publics Lettres notifiant les décisions quant aux états d'avancement des travaux, aux travaux supplémentaires, aux modifications d'entreprise, aux prolongations de délai, courriers de rappel, de mise en demeure, transmission de PV de carence, de réception (ou refus de réception)	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (Bâtiment et SPEV) Yacin Er (Bâtiment) Corrine De Wit (Voirie)

	provisoire et définitive, libération de cautionnement, attestation de bonne exécution		
Infrastructure : Logements communaux			
18	<p>contrat de remplacement des concierges lors de leurs congés annuels</p> <p>Le courrier de gestion courante du patrimoine immobilier privé :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Attribution d'un logement · Renon locatif · Décompte de charges · Indexation · Libération de garantie locative · Courrier de gestion quotidienne locative (malpropreté, copie d'une assurance,...) · Courrier au Receveur de l'Enregistrement pour les baux · Courrier dans le cadre d'une expropriation · Courriers aux concierges <p>Attestation de TVA (6%)</p>	Bernard Royen	Tanguy de le Vingne
Infrastructure : Urbanisme			
19	<ul style="list-style-type: none"> - les procès-verbaux de clôture d'enquête publique, - notifications des permis d'urbanisme - accusés de réception des dossiers d'urbanisme et d'environnement - transmis des dossiers aux instances régionales et aux membres de la commission de concertation - transmis de formulaires statistiques, - renseignements urbanistiques - plans annexés aux permis d'urbanisme et d'environnement <p>PEB : accusé de réception de dossier (in)complet</p>	Guy van Reepingen Bernard Royen	Isabelle Seghin Michel Weynants
Gestion Immobilière			
20	<p>Les actes notariaux et autres en matière de gestion immobilière</p> <p>Le courrier de gestion courante du patrimoine immobilier privé et public (hors logements)</p> <ul style="list-style-type: none"> · Renon locatif de ces biens (hors logements) · Location de biens communaux (hors logements) · Décompte de charges pour ces biens · Indexation · Libération de garantie locative · Courrier de gestion quotidienne locative (hors logement) · Désignation d'un notaire · Courrier d'échanges avec le notaire dans le cadre d'un dossier · Courrier au Receveur de l'Enregistrement · Offre d'acquisition · Courrier relatif à une location de salle · Courrier dans le cadre d'une expropriation · Courrier relatif à la prise en location d'un bien (non-logement) · Courrier de précompte immobilier · Courrier dans le cadre des concessions · Attestation de TVA (6%) · Courrier relatif aux copropriétés 	Pascal Vincent	Régine Salens

Etat-civil/Population			
21	Les certificats de milice	Abdelhamid Aarab	Florence Jabon Lieve Leys Valérie Desmet Nathalie Buekenhoudt
	Les certificats du droit d'accès au registre national des personnes physiques	Nathalie Buekenhoudt	Lieve Leys Florence Jabon Olivier Toussaint Dominique Willems
Services spécifiques			
22	Rapport d'activité annuel des Bibliothèques francophones	Stéphane Dessicy	Anne-Louise Uyttendael
Instruction Publique			
23	Formulaires relatifs aux relations avec la Communauté Française (liquidation de subvention, gestion de personnel,...) Etablissement du document d'agrément d'entrée en fonction des agents à titre temporaire	Richard Buydts Philippe Martin	Sabine Masson

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 109, 111 en 117;

Gelet op het Collegebesluit van 19 mei 2015,

Overwegende dat de grootte van de administratie en de geografische verspreiding van zijn vestigingen een vertraging doet oplopen betreffende de handtekening van officiële documenten;

NEEMT TER INFORMATIE

de lijst van volmachten verleent door de Gemeentesecretaris aan gemeenteambtenaren vanaf 28 mei 2015:

	Ontwerp van de volmacht	Volmacht van de handtekening	Vervanger in geval van afwezigheid
Algemene Zaken			
1	Informatieve brieven in kader van de procedures GAB	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Juridische zaken			
2	Briefwisseling naar advocaten en gerechtsdeurwaarders (aanwijzing van advocaat, overeenstemming van de conclusies, verzoek om overleg, verzoek van facturen, verzoek om de betekening van een vonnis, kredietanalyse).	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Verzekeringen			
3	- Verzoekbrieven voor de dekking van onroerend goed in het algemeen (bouw, meubels, auto) - Brieven van de aanvraag tot inschrijving van voertuigen - Standaard brieven "bericht van ontvangst" verzonden aan slachtoffers van een ongeval - Verzoek van verklaring van zorg aan ziekenhuizen en verzonden ontvangstbewijzen voor vergoedingen - Verklaringen van schade in het algemeen	Pascal Vincent	Wendy Leemans

Ontvangerij-Belastingen			
4	<ul style="list-style-type: none"> - Mededeling van formulieren voor de belastingaangifte aan verschuldigden - Overmaken van een kopie van de vaststelling betreffende de belasting op vuil - Overmaken van belastingreglementen aan verschuldigden of advocaten - Overmaken van foto's of stukken uit dossiers betreffende verlaten gebouwen of andere belastingen aan verschuldigde of advocaten 	Yves Evenepoel	Véronique Onssels
Uitrusting			
5	Bestelbonnen	Gilbert Leenen	Marc Hendrickx Karen Stevens (bestelbonnen overheidsopdrachten) Sabine De Backer (bestelbonnen Magazijn) Ayse Yuksel (bestelbonnen Magazijn)
6	<ul style="list-style-type: none"> - Afrekening van facturen - Briefwisseling met de leveranciers - Split-billing contracten 	Gilbert Leenen	Marc Hendrickx
7	<ul style="list-style-type: none"> - Briefwisseling in het kader van overheidsopdrachten: Brieven ter raadpleging, betekening van de gunning /selectie , overdracht van gunningsverslagen , betekening van de niet gunning / niet-selectie , betekening standstill. opzegging, verzending van een PV tot vaststelling van in gebreke blijven / van weigering van (voorlopige) oplevering , vrijgave van de borgtocht, - Briefwisseling in het kader van de onderhandelingen met inschrijvers bij een onderhandelingsprocedure 	Gilbert Leenen	Karen Stevens
8	<u>Briefwisseling van de dienst Erediensten/OCMW</u> <ul style="list-style-type: none"> - Overmaken van de rekeningen en de begroting van de kerkfabrieken naar andere gemeenten of naar de toezichthoudende overheid - Briefwisseling ter informatie van en ter overmaking aan het OCMW - Akte nemen van de besluiten van het OCMW 	Gilbert Leenen	Eva Borzikowski Stéphane Pire
9	<u>Briefwisseling van de dienst Controle Vzw</u> <ul style="list-style-type: none"> - Herinnering aan de verenigingen van de toepassing van het reglement betreffende de gemeentelijke toelage - Nasturen van de lijst met ontbrekende documenten en eventuele verzoeken voor bijkomende inlichtingen - Briefwisseling ter informatie naar de verenigingen 	Gilbert Leenen	Stéphane Pire Eva Borzikowski
10	<ul style="list-style-type: none"> - Overmaken van brieven aan de toezichthoudende overheid - Brieven gestuurd naar banken en regionale overheden voor het beschikbaar stellen van leningen en kredieten. 	Gilbert Leenen	Gerda Decoster Stéphanie Gautier

Human Resources			
11	<p>Antwoorden aan spontane kandidaturen Antwoorden aan specifieke kandidaturen</p> <p>Personeelsdienst</p> <ul style="list-style-type: none"> • alle soorten van bewijzen aangaande de dienst • toepassing van artikel 4 als gevolg op een Collegebesluit • documenten van einde contract (ontslag, einde van CBT of vervanging <u>en</u> ontslagen) <p>- Diverse mededelingen (overbrengingen, disponibiliteitsstellingen wegens ziekte, collegebesluiten)</p> <p>- Stageovereenkomsten</p> <p>- Arbeidsovereenkomsten</p> <p>- Briefwisseling aangaande toelagen : kaders (bezetting van betrekkingen ACS ...) en verklaringen van vorderingen</p> <p>- Oproep tot verhoren in kader van een tuchtprocedure of voorstel van einde contract</p> <p>Beheer van bevoegdheden</p> <p>- Oproep voor de examens</p> <p>- Mededeling van de resultaten van de examens</p> <p>- Iedere briefwisseling met betrekking tot de vorming</p> <p>Dienst Wedde en Pensioenen</p> <p>Wedde</p> <p>- Briefwisseling aangaande de terugwinning van lonen (niet erkende arbeidsongevallen - staat van heffing)</p> <p>- Briefwisseling voor het terugwinnen van verschuldigde betalingen</p> <p>- Schuldvordering Franse Gemeenschap voor de vervoerskosten van de leraren</p> <p>- Bewijs van uitgaande vakantiegelden</p> <p>- Bewijs van inkomsten</p> <p>Pensioenen</p> <p>- Briefwisseling ONP terugwinnen van mathematische reserves</p> <p>- Verzoeken tot voorschotten op pensioenen Axa</p> <p>- Opvolging terugkomst voogdij en aanvaarding ontslagen en pensioenen</p> <p>Voor het gehele Departement inclusief de dienst IDPBW</p> <p>- Diverse briefwisseling</p>	Françoise Luc	Laurence Bertrand
Infrastructuur			
12	Bestelbonnen	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
13	Fakturen	Martial Martens	Jenny Deproote
14	<p>Brieven over de aanbesteding:</p> <ul style="list-style-type: none"> - concurrentie oproepen , - Uitnodiging aanvullende documenten te verstrekken, - Uitnodiging prijs te bewijzen <p>- Brieven van kennisgeving van besluiten over de selectie, attributie,</p> <p>- brieven verband met stilstand in de onderhandelingen</p>	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (gebouw en ongr) Yacin Er (Gebouw) Corrine De Wit (wegen)

15	- Brieven gestuurd naar AATL en naar de directie van Monumenten en Landschappen	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
16	-brieven in verband met de terugbetaling van takelvoertuigen	Bernard Royen André Steinbach	Corrine De Wit
17	Brieven in verband met de uitvoering van openbare opdrachten - Brieven van een kennisgeving aan de beslissingen om vooruitgang van de werken, corporate veranderingen die een uitbreiding van de tijd, brieven van de terugroeping, kennis, overdracht van PV-deficiëntie, de ontvangst (of weigering vooruitgang ontvangst) voorlopige en definitieve release van obligatie, bewijs van goede prestaties	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (gebouw en ongr) Yacin Er (Gebouw) Corrine De Wit (wegen)
Infrastructuur: gemeentelijke woningen			
18	Vervangingscontracten van huisbewaarders tijdens hun jaarlijkse verlopen de brieven voor dagelijkse beheer van het prive eigendom • Toekennen van een woning • Huuropzeg • Afrekening van de lasten • Indexatie • Vrijwaring van de huur waarborg • Briefwisseling voor het dagelijks huur beheer (onnetheid, kopie van een verzekering ...) • Briefwisseling naar de Ontvanger der registratiekosten • Briefwisseling in kader van een uitwijzing • Briefwisseling aan de huisbewaarders BTW-attest (6%)	Bernard Royen	Tanguy de le Vingne
Infrastructuur : Stedenbouw			
19	- de proces verbalen van sluiting van het openbaar onderzoek - aankondigingen van stedenbouwkundige vergunningen - bericht van ontvangst van stedenbouwkundige- en leefmilieu dossiers - overdragen van dossier naar de gewestelijke instellingen en naar de leden van het overlegcomité - overdragen van formulieren over statistieken - stedenbouwkundige inlichtingen - plannen bijgevoegd aan een stedenbouwkundige vergunning - PEB : ontvangstbewijs van (on)volledig dossier	Bernard Royen Guy Van Reepingen	Isabelle Seghin Michel Weynants
Vastgoedbeheer			
20	De notariële akten en andere inzake het vastgoedbeheer De briefwisseling voor het dagelijks beheer van het privé- en openbaar vastgoedpatrimonium (buiten huisvesting) • Huuropzeg van het goed (buiten huisvesting) • Verhuring van gemeentelijk goed (buiten huisvesting) • Afrekening van de lasten voor dit goed • Indexatie • Vrijwaring van de huurwaarborgen	Pascal Vincent	Wendy Leemans

	<ul style="list-style-type: none"> · Briefwisseling van het dagelijks huur beheer (buiten huisvesting) · Aanduiding van een notaris briefwisseling met de notaris in kader van een dossier · Briefwisseling aan de ontvanger der registratiekosten · Aankoopofferte · Briefwisseling betreffende de verhuur van een zaal · Briefwisseling in het raam van een onteigening · Briefwisseling betreffende het in huur nemen van een goed (geen woning) · Briefwisseling betreffende de onroerende voorheffing · Briefwisseling in kader van toewijzingen · BTW attest (6%) · Briefwisseling aangaande mede-eigendommen 		
Burgerlijke Stand/Bevolking			
21	De dienstplichtverklaring	Abdelhamid Aarab	Florence Jabon Lieve Leys Valérie Desmet Nathalie Buekenhoudt
	Het recht tot toegang tot het nationaal register voor fysieke personen	Nathalie Buekenhoudt	Lieve Leys Florence Jabon Olivier Toussaint Dominique Willems
Bijzondere diensten			
22	Jaarlijks activiteitenverslag van de Franstalige bibliotheken	Stéphane Dessicy	Anne-Louise Uyttendael
Openbaar onderwijs			
23	Documenten met betrekking tot de relaties met de Franstalige Gemeenschap (opheffing van de toelage, beheer van het personeel, ...) Opstellen van een document voor de officiële goedkeuring van de tijdelijke indiensttreding van agenten	Richard Buydts Philippe Martin	Sabine Masson

SP 4.- Sibelgaz SCRL - Modifications de statuts et définition du mandat - Approbation -=- Sibelgaz CVBA - Statutenwijzigingen en vaststelling van het mandaat - Goedkeuring.

**Monsieur Goldstein et Monsieur Verzin interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -=- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Considérant que la Commune de Schaerbeek est associée à l'association intercommunale SIBELGAZ pour l'activité de gestion des réseaux de distribution d'électricité et/ou de gaz;

Considérant que la commune de Schaerbeek a été convoquée par courrier recommandé en date du 29 avril 2015 à l'assemblée générale extraordinaire de SIBELGAZ qui se déroulera le 30 juin 2015 au siège administratif de SIBELGAZ, Quai des Usines, 16 à 1000 Bruxelles;

Considérant le dossier, accompagné de ses pièces, constitué par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 28 avril 2015 et transmis à la Commune de Schaerbeek;

Considérant que l'assemblée générale, lors de l'examen de l'ordre du jour, prendra acte des décisions des communes associées concernant la proposition de modifications statutaires, il est proposé de modifier les statuts de SIBELGAZ en fonction du décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunales ("le décret RCI");

Considérant que SIBELGAZ, compte tenu de son caractère multirégional, est actuellement une association intercommunale ayant la forme juridique d'une scrl est soumise à la loi du 22 décembre 1986;

Considérant le fait qu'à la suite du décret du 25 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales, SIBELGAZ doit modifier ses statuts avant le 1er juillet 2015;

Considérant que les principaux effets sont les suivants :

- réduction de la durée au 9 novembre 2019 (au lieu du 21 mars 2023);
- composition communale du Conseil d'Administration de 75% au moins;
- application des incompatibilités de l'article 48 du décret RCI;
- désignation d'un représentant de l'opposition du conseil communal;
- suppression du Collège des Commissaires et du Comité Directeur;
- rapport d'évaluation et plan d'entreprise concernant le fonctionnement de l'association tous les six ans;
- présentation des modifications de statuts à l'approbation de l'autorité de surveillance;
- le délai de traitement des modifications de statuts au sein des conseils communaux est porté à 90 jours (au lieu de 60 jours);
- les principes régissant la prolongation et la résiliation de la collaboration intercommunale sur la base des articles 35, 36 et 37 du décret RCI;

Considérant que le conseil communal doit approuver de manière explicite les modifications de statuts, d'une part, et définir le mandat du représentant, d'autre part;

Considérant le décret communal;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1

donne son approbation à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'association intercommunale SIBELGAZ en date du 30 juin 2015 :

- Proposition de modifications statutaires : adaptations aux statuts
- Indemnités et jetons de présences
- Démissions et nominations statutaires

Article 2

donne son approbation aux modifications de statuts de l'association intercommunale SIBELGAZ proposées;

Article 3

charge les représentants de la commune de Schaerbeek qui participeront à l'assemblée générale extraordinaire de l'association intercommunale SIBELGAZ le 30 juin 2015 de conformer leur vote aux décisions prises au conseil communal de ce jour en ce qui concerne les articles 1 et 2 susmentionnés de la présente décision;

Article 4

charge le Collège des Bourgmestre et Echevins d'exécuter les décisions susmentionnées et notamment d'en informer l'association intercommunale SIBELGAZ, à l'attention du secrétariat, au siège administratif de SIBELGAZ, Quai des Usines, 16 à 1000 Bruxelles

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het feit dat de gemeente Schaerbeek voor de activiteit distributienetbeheer elektriciteit en/of gas aangesloten is bij de intercommunale vereniging SIBELGAS;

Gelet op het feit dat de gemeente Schaerbeek per aangetekend schrijven van 29 april 2015 werd opgeroepen om deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering van SIBELGAS die op 30 juni 2015 plaats zal hebben in de administratieve zetel van SIBELGAS, Werkhuizenkaai, 16 te 1000 Brussel;

Gelet op het dossier met documentatiestukken uitgewerkt door de raad van bestuur in zitting van 28 april 2015 en aan de gemeente overgemaakt;
Gelet op het feit dat de algemene vergadering tijdens de bespreking van de dagorde akte zal nemen van de raadsbeslissingen van de aangesloten gemeenten met betrekking tot het voorstel van statutenwijzigingen, wordt voorgesteld om de statuten van SIBELGAS aan te passen aan het decreet van 6 juli 2001 houdende de intergemeentelijke samenwerking (decreet IGS);
Gelet op het feit dat SIBELGAS heden door zijn gewestgrensoverschrijdend karakter een intercommunale vereniging is met als rechtsvorm een cvba en onderworpen aan de wet van 22 december 1986;
Gelet op het feit dat ingevolge het decreet van 25 april 2014 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende Intercommunales, SIBELGAS haar statuten voor 1 juli 2015 dienst aan te passen;
Gelet op het feit dat de voornaamste effecten zijn :

- inkorting van de duurtijd tot 9 november 218 (i.p.v.21 maart 2023);
- minstens 75% gemeentelijke samenstelling van de raad van bestuur;
- toepassing van de overeenigbaarheden uit artikel 48 van het decreet IGS;
- aanduiding van een afgevaardigde uit de oppositie van de gemeenteraad;
- afschaffing van het College van Commissarissen en van het Bestuurcomité;
- evaluatierapport en ondernemingsplan over de werking van de vereniging om de zes jaar;
- het ter goedkeuring voorleggen van statutenwijzigingen aan de toezichthoudende overheid;
- termijn behandeling statutenwijzigingen in gemeenteraden wordt 90 dagen (i.p.v.60 dagen);
- principes inzake verlenging en beëindiging van de intergemeentelijke samenwerking op basis van de artikelen 35, 36 en 37 decreet IGS;

Gelet op het feit dat de gemeenteraad op expliciete wijze zijn goedkeuring dient te hechten aan de statutenwijzigingen en tevens het mandaat van de vertegenwoordiger dient vast te stellen;

Gelet op het gemeentedecreet;

Op het voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

zijn goedkeuring te hechten aan de dagorde van de buitengewone algemene vergadering van de intercommunale vereniging SIBELGAS d.d. 30 juni 2015 :

- Voorstel tot statutenwijzigingen : aanpassingen aan de statuten
- Vergoedingen en presentiegelden;
- Statutaire ontslagnemingen en benoemingen

Artikel 2

zijn goedkeuring te hechten aan de voorgestelde statutenwijzigingen van de intercommunale vereniging SIBELGAS;

Artikel 3

de vertegenwoordigers van de gemeente Schaerbeek die zullen deelnemen aan de buitengewone algemene vergadering van de intercommunale vereniging SIBELGAS op 30 juni 2015, op te dragen hun stemgedrag af te stemmen op de beslissingen genomen in de gemeenteraad van heden inzake voormelde artikels 1 en 2 van onderhavige raadsbeslissing;

Artikel 4

het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van voormelde beslissingen en onder meer kennisgeving hiervan te verrichten aan de intercommunale vereniging SIBELGAS, ter attentie van het secretariaat, administratieve zetel, p/a Werkhuizenkaai, 16 te 1000 Brussel.

SP 5.- Election d'un représentant de la commune en tant qu'administrateur au sein du conseil d'administration de l'asbl IRISteam - Approbation -- Verkiezing van een vertegenwoordiger van de gemeente als vertegenwoordiger op de Bestuursraad van de vzw IRISteam - Goedkeuring

Monsieur le Bourgmestre expose

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale, et notamment ses articles 117 et 120;
Vu l'ordonnance du 13 février 2014, entrée en vigueur le 15 mars 2014 et visant à garantir, au sein des organes de gestion des personnes morales, une présence équilibrée de femmes et d'hommes parmi les membres nommés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu l'article 12 des statuts de l'ASBL IRISteam
Vu que le mandat actuel de l'administrateur désigné parmi les membres effectifs énoncés à l'article 4 bis des statuts de l'ASBL arrive à échéance
Vu que la prochaine Assemblée Générale d'IRISteam ASBL est prévue le 1er juin 2015
DECIDE :
De désigner Monsieur Mohamed EL ARNOUKI comme administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'asbl IRISteam

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 117 en 120;
Gelet op ordonnantie van 13 februari 2014, in werking getreden op 15 maart 2014 en die ervoor te zorgt, om binnen de organen van het beheer van rechtspersonen, een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen, onder de leden benoemd door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te waarborgen;
Gelet op artikel 12 van de statuten van de vzw IRISteam
Gelet op het feit dat het huidig mandaat van de aangewezen leden, zoals uiteengezet in artikel 4 bis van het statuut van vzw, ten einde komt;
Gelet dat de volgende algemene vergadering van de vzw IRISteam op 1 juni 2015 gepland is;
BESLUIT :
om de heer Mohamed EL ARNOUKI aan te duiden als beheerder binnen de Raad van bestuur van de vzw IRISteam

SP 6.- Protocole entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire et Brulabo scrl concernant les contrôles dans le secteur de la distribution en matière de sécurité de la chaîne alimentaire - Approbation -== Protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en Brulabo cvba betreffende de controles in de distributiesector met betrekking tot de veiligheid van de voedselketen - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD
Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Considérant l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA);
Considérant l'arrêté royal du 28 mars 2014 proposant aux communes de conclure une convention de collaboration avec l'AFSCA pour l'exécution des contrôles;
Considérant que le but du présent protocole consiste à déterminer les modalités de collaboration entre l'AFSCA et Brulabo dans le cadre de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 et à préciser la compétence de contrôle de Brulabo;
Considérant que le présent protocole est le résultat d'un travail de 10 ans, suite au souhait réciproque des deux parties d'aboutir à un accord de coopération;
Considérant qu'une collaboration ainsi qu'un échange de données et des conventions claires entre Brulabo et l'AFSCA concernant les contrôles dans le secteur de la distribution sont importants dans le cadre de la garantie d'une chaîne alimentaire sûre pour tous les consommateurs;
Considérant que l'AFSCA estime que Brulabo a les accréditations ISO nécessaires pour effectuer ces contrôles;
Considérant que Brulabo réalise depuis longtemps les inspections et les analyses prévues par ce protocole et qu'il n'y aura pas de charges financières supplémentaires;

Considérant qu'il est opportun que les agents du service d'inspection de Brulabo puissent bénéficier des formations techniques organisées par l'AFSCA et qu'un système d'échanges d'informations soit organisé entre l'AFSCA (UPC Bruxelles) et Brulabo;
DECIDE :
d'approuver le protocole entre l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire et Brulabo scrl

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV);
Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 2014 dat de gemeenten de mogelijkheid geeft om een samenwerkingsovereenkomst met het FAVV af te sluiten;
Overwegende dat huidig protocol als doel heeft de modaliteiten van de samenwerking tussen het FAVV en Brulabo te bepalen in het kader van het koninklijk besluit van 19 december 2002 en de bevoegdheid voor het uitvoeren van inspecties door Brulabo te verduidelijken;
Overwegende de wederzijdse wens van de beide partijen om tot een samenwerkingsovereenkomst te komen, is dit protocol na 10 jaar tot stand gekomen;
Overwegende dat de samenwerking als ook de uitwisseling van gegevens en duidelijke afspraken tussen Brulabo en het FAVV over de controles in de distributiesector belangrijk zijn om een veilige voedselketen voor alle consumenten te garanderen;
Overwegende dat het FAVV acht dat Brulabo over de nodige ISO-accreditaties beschikt om deze controles uit te voeren;
Overwegende dat Brulabo reeds lange tijd de inspecties en analyses uitvoert die het protocol voorziet en dat er geen extra financiële lasten zijn;
Overwegende dat het wenselijk is dat de agenten van de inspectiedienst van Brulabo van de door het FAVV georganiseerde technische opleidingen kunnen genieten en dat een systeem van uitwisseling van informatie moet worden georganiseerd tussen het FAVV (PCE Brussel) en Brulabo;
BESLIST :
Het Protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en Brulabo cvba goed te keuren.

SP 7.- *** CE POINT EST RETIRE***** CHU Brugmann (Hôpital Paul Brien)
- Désignation de nouveaux représentants au CA et à l'AG - Approbation
-- ***** DIT PUNT IS INGETROKKEN***** UVC Brugmann (Ziekenhuis Paul Brien) - Aanwijzing van nieuwe vertegenwoordigers naar de RB en de AV - Goedkeuring**

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- DIT PUNT WORDT AAN DE AGENDA ONTTROKKEN.

* * *

**Monsieur Reghif, Monsieur Kanfaoui et Madame Saglam entrent en séance -
-- De heer Reghif, de heer Kanfaoui en Mevrouw Saglam treden ter vergadering.**

* * *

**SP 8.- Rapport des représentants communaux au Foyer schaarbeekois -
Pour information -- Verslag van de vertegenwoordigers van de gemeente bij Schaarbeekse Haard - Ter informatie**

**Monsieur le Bourgmestre expose
Monsieur Sag expose le rapport
Madame Durant, Monsieur de Beaufort, Monsieur Echouel, Monsieur Bernard
et Monsieur Goldstein interviennent.
Monsieur Grimberghs et Monsieur Sag répondent.**

FINANCES ==- FINANCIËN

Recouvrement et cadastre ==- Inning en kadaster

**SP 9.- Règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs - Modification -
==- Reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken - Wijziging**

**Monsieur Verzin, Monsieur Goldstein interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Bernard intervient.
Monsieur Guillaume répond.**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 31 voix contre 1 et 12 abstention(s). ==- Besloten, met 31 stem(men) tegen 1 en 12 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 1 et 12 abstention(s).

Vu l'article 173, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 17 décembre 2014 modifiant le règlement qui fixe les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mai 2015;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les certificats et pièces qui y sont assujettis, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

1) Cartes d'identité aux nationaux et titres de séjour aux étrangers		
a) Procédure normale :		
Pour la première délivrance ou tout renouvellement		€8,80
b) Procédure d'urgence :		
Pour toute délivrance		€20,10
c) Procédure d'extrême urgence :		
Pour toute délivrance		€40,70
d) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise aux points 2) et 3)		€5,00
e) Complémentaire à la redevance prélevée en exécution des dispositions ci-dessus énoncées, une redevance cumulable de 20€ est exigée à partir de la 2 ^{ème} demande de duplicata de carte d'identité électronique y compris la carte visée aux points 2) et 3). Ainsi, hors cas de vol, agression ou de force majeure, il sera perçu au 2 ^{ème} duplicata, une redevance complémentaire de 20€ ; au 3 ^{ème} duplicata, 40€ ; ... Cette disposition n'étant par ailleurs pas applicable aux personnes de 75 ans et plus.		
2) Titres de séjour contenant des données biométriques pour étrangers		
a) Procédure normale :		
Pour la première délivrance ou tout renouvellement		€6,30

	b) Procédure d'urgence :	
	Pour toute délivrance	€20,10
	c) Procédure d'extrême urgence :	
	Pour toute délivrance	€40,70
3) Cartes d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans (Kids-ID)		
	a) Procédure normale :	€3,90
	b) Procédure d'urgence :	
	Pour une seule carte	€20,20
	Pour la seconde carte demandée au même moment, pour les enfants de la même famille, inscrits à la même adresse	€25,00
	c) Procédure d'extrême urgence	
	Pour une seule carte	€40,70
	Pour la seconde carte demandée au même moment, pour les enfants de la même famille, inscrits à la même adresse	€50,00
4) Certificat d'identité pour enfants étrangers de moins de 12 ans		
	Pour toute délivrance	€2,00
5) Passeports		
	a) Procédure normale :	
	Passeport adulte	€16,00
	Passeport enfant	€16,00
	b) Procédure d'urgence :	
	Passeport adulte	€35,00
	Passeport enfant	€35,00
6) Permis de conduire		
	a) Procédure normale :	
	Pour le permis de conduire électronique	€7,00
	Pour le permis de conduire provisoire	€3,75
	Duplicata	€3,75
	Pour le permis de conduire international	€11,00
	b) Procédure d'urgence :	
	Pour toute délivrance	€25,00
7) Copie ou extrait d'acte du registre de l'Etat civil ou des registres relatifs à la nationalité		
		€8,00
8) Transcription d'actes étrangers		
		€40,00
9) Prise en charge (annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981)		
		€20,00
10) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :		
	a) Les expéditions, copies d'acte ou de documents, légalisations de signatures, certificats de conformité et écrits constatant des autorisations ou reprenant des renseignements donnés par les autorités communales	€8,00
	b) Renseignements urbanistiques :	€220,00
	c) Les permis et certificats d'urbanisme ayant pour objet :	
	- construire ou transformer avec modification de volume	€250,00
	- transformer sans modification de volume	€200,00
	- modifier la destination ou l'utilisation d'un bien	€150,00
	- placer des dispositifs de publicité	€250,00
	- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne	€125,00
	- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis...)	€60,00

Les redevances précitées sont majorées de 50% en cas d'application de l'article 126/1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (à chaque modification de la demande en cours de procédure à l'initiative du demandeur)		
d) Les permis et certificats d'environnement ayant pour objet :		
- une déclaration de classe 3 pour l'exploitation d'un chantier		€100,00
- une déclaration de classe 3 pour toute autre installation classée		€50,00
- une nouvelle demande de classe 2		€150,00
- une nouvelle demande de classe 1B		€250,00
- une nouvelle demande de classe 1A		€500,00
- une modification de permis		€100,00
- une prorogation de permis		€150,00
e) Les permis d'urbanisme et d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal ou par mise en demeure:		
- avec modification du volume bâti		€1.000,00
- sans modification du volume bâti		€500,00
f) Demande de photocopies de documents d'archives en plus des frais de photocopie		€5,00
Noir et blanc: € 0,15 par A4 et € 0,25 par A3		
Couleur: € 1,00 par A4 et € 1,50 par A3		
g) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien		€100,00
h) Demande de renseignements « sol » relatifs aux activités à risque de pollution du sol sur une parcelle		€100,00
i) Etablissement de déclarations d'abattage pour la Fête du Sacrifice :		
- hors abattoir communal schaarbeekois		€15,00
- avec rendez-vous sur le site d'abattage communal schaarbeekois		€25,00
Enregistrement comme abatteur		€10,00
j) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2 ^{ième} rappel		€15,00
11) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)		
Par document ou par prorogation de validité de documents		€8,00
12) Permis de travail		€1,00
13) Changement :		
- de nom		€30,00
- de prénom		€30,00
- de date de naissance		€30,00
14) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense		€25,00
15) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue		
a) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé		€300,00
b) de dérogation aux heures d'ouverture d'un débit de boissons		€300,00
c) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique		€50,00
d) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :		
- d'un salon de prostitution		€1.500,00
- d'une « carrée »		€250,00
16) Constitution d'un dossier :		
- de nationalité		€60,00

	- de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980 :	
	a. première demande	€25,00
	b. demandes ultérieures	€75,00
	c. délivrance annexe 3	€25,00
	- en matière de cohabitation légale	€38,00
	- relatif à une demande anticipée en matière :	
	d'euthanasie	€10,00
	de dernières volontés en matière de sépultures et de rites	€10,00
	- d'inscription après radiation d'office	€30,00
	17) Une redevance d'un montant de 2.500€ sera réclamée pour la délivrance par le Bourgmestre de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.	

Article 4

La redevance est perçue au moment de la délivrance de la pièce.

Le paiement est constaté soit par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs dont la vignette est déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins soit par tout autre moyen.

Tout redevable de la redevance doit en consigner le montant, dès qu'il requiert la délivrance de l'une ou l'autre pièce, si celle-ci ne peut lui être remise immédiatement.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ou qui sollicitent le bénéfice de l'aide juridique gratuite ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les certificats et pièces attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'une réduction sur le prix du transport par les services publics ;
9. Les certificats de vie délivrés pour permettre l'encaissement de rentes, allocations sociales ou pensions ;
10. Les déclarations d'hérédité ;
11. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
12. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;

13. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 4 et 9 délivrés à toute personne victime de vol pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
14. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
15. Les certificats attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'un tarif téléphonique social ou d'un logement social ou assimilé ;
16. Les certificats de bonne vie et mœurs, de composition de ménage, les légalisations de signature et les certificats de copie conforme, destinés à la recherche d'un emploi, sous réserve de présentation d'une demande d'un employeur potentiel ou d'un organisme intermédiaire agréé ;
17. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;
18. Les documents visés à l'article 3, point 8-a, lorsqu'ils sont établis en vue de la naturalisation belge ;
19. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :
- attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
 - document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier) ;
 - demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
 - demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
 - déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)
20. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

Article 6

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication et annule la délibération du **17 décembre 2014** visée dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 1 en 12 onthouding(en).

Gelet op artikel 173, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Herziende het raadsbesluit van 17 december 2014 wijzigend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Gezien de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 mei 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

Artikel 2

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen, alsook door de instellingen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, getuigschriften en stukken die eraan onderhevig zijn, worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

Artikel 3

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

1) Identiteitskaarten aan landgenoten en verblijfsvergunningen voor vreemdelingen		
a) Normale procedure		
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing		€8,80
b) Spoedprocedure		
voor iedere uitreiking		€20,10
c) Zeer dringende procedure		
voor iedere uitreiking		€40,70
d) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld in de rubrieken 2) en 3)		€ 5,00
e) Ter aanvulling van de gevraagde retributie in uitvoering van de bovenvermelde beschikkingen, wordt een cumulerende retributie gevraagd van 20€ vanaf de 2 ^{de} aanvraag van duplicaat van de elektronische identiteitskaart alsook de kaart bedoeld in de rubrieken 2) en 3). Dus, behalve in geval van diefstal, geweld of overmacht, zal men voor de 2 ^{de} duplicaat een bijkomende retributie eisen van 20€; bij de 3 ^{de} duplicaat, 40€; ... Deze bepaling is echter niet van toepassing voor personen van 75 jaar en ouder.		
2) Verblijfsvergunningen voor vreemdelingen met biometrische identificatiemiddelen		
a) Normale procedure		
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing		€6,30
b) Spoedprocedure		
voor iedere uitreiking		€20,10
c) Zeer dringende procedure		
voor iedere uitreiking		€40,70
3) Identiteitsbewijs voor Belgische kinderen van minder dan 12 jaar (Kids-ID)		
a) Normale procedure		€3,90
b) Spoedprocedure		
voor één kaart		€20,20
voor een tweede kaart gevraagd op hetzelfde tijdstip, voor kinderen van hetzelfde gezin, gedomicilieerd op hetzelfde adres		€25,00
b) Zeer dringende procedure		
voor één kaart		€40,70
voor een tweede kaart gevraagd op hetzelfde tijdstip, voor kinderen van hetzelfde gezin, gedomicilieerd op hetzelfde adres		€50,00
4) Identiteitsbewijs voor buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar		
voor iedere uitreiking		€2,00
5) Reispassen :		
a) Normale procedure		
reispass volwassenen		€16,00
reispass kinderen		€16,00
b) Spoedprocedure		
reispass volwassenen		€35,00
reispass kinderen		€35,00

6) Rijbewijzen :		
a) Normale procedure		
Voor het elektronische rijbewijs		€7,00
Voor het voorlopige rijbewijs		€3,75
Duplicaat		€3,75
Voor het internationaal rijbewijs		€11,00
b) Spoedprocedure		
Voor iedere uitreiking		€25,00
7) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand of registers betreffende de nationaliteit		€8,00
8) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten		€40,00
9) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis of bijlage 32 - KB 08/10/1981)		€20,00
10) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende		
a) verzendingen, afschriften, uittreksels uit akten of stukken, wettigingen van handtekeningen, gelijkvormigheidattesten en geschriften vaststellend een toelating of inlichtingen hernemend, gegeven door de gemeentelijke overheden		€8,00
b) de stedenbouwkundige inlichtingen		€220,00
c) de aanvragen om stedenbouwkundige en attesten met als voorwerp:		
- bouwen of verbouwen met volumewijziging		€250,00
- verbouwen zonder volumewijziging		€200,00
- wijziging van de bestemming of het gebruik van het goed		€150,00
- plaatsen van reclameborden		€250,00
- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord		€125,00
- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen...)		€60,00
De hierboven vermelde retributies worden met 50% verhoogd in geval van toepassing van artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (bij elke verandering van de aanvraag tijdens het verloop van de procedure op vraag van de aanvrager)		
d) de milieuvergunningen en certificaten met als voorwerp :		
- een aangifte van klasse 3 voor het uitbaten van een werf		€100,00
- een aangifte van klasse 3 voor elke andere ingedeelde inrichting		€50,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 2		€150,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1B		€250,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1A		€500,00
- een verandering van vergunning		€100,00
- een verlenging van vergunning		€150,00
e) de stedenbouwkundige en milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij proces-verbaal of bij ingebrekestelling:		
- met wijziging van het bouwvolume		€1.000,00
- zonder wijziging van het bouwvolume		€500,00
f) aanvraag van fotokopieën van archiefdocumenten bovenop de fotokopiekosten		€5,00
<u>zwart en wit</u> : €0,15 per A4 en €0,25 per A3;		
<u>kleur</u> : €1,00 per A4 en €1,50 per A3;		
g) aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw		€100,00
h) inlichtingenaanvraag « bodem » betreffend een risicoactiviteit voor bodemverontreiniging op een perceel		€100,00

	i) opmaak van slachtbewijzen voor het Offerfeest:	
	- buiten het gemeentelijk slachthuis van Schaarbeek	€15,00
	- met afspraak op het gemeentelijke slachthuis van Schaarbeek	€25,00
	Inschrijving als slachter	€10,00
	j) verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2 ^{de} herinnering	€15,00
11) Documenten afgeleverd krachtens het koninklijke besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)		
	per document of geldigheidsverlenging van documenten	€8,00
12) Arbeidsvergunning		€1,00
13) Wijziging :		
	- van naam	€30,00
	- van voornaam	€30,00
	- van geboortedatum	€30,00
14) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen		€25,00
15) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op		
	a) de opening, de heropening, de overname enz. van dranksluiterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid	€300,00
	b) een afwijking van de openingsuren van drankgelegenheden	€300,00
	c) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg	€50,00
	d) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van:	
	- een prostitutie salon	€1.500,00
	- een « peeskamer »	€250,00
16) Samenstelling van een dossier betreffende:		
	de nationaliteit	€60,00
	de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980:	
	a. eerste aanvraag	€25,00
	b. volgende aanvragen	€75,00
	c. aflevering bijlage 3	€25,00
	de wettelijke samenwoning	€38,00
	de voorafgaande wilsverklaring op gebied van:	
	- euthanasie	€10,00
	- laatste wens op gebied van teraardebestemming en rituelen	€10,00
	de inschrijving na ambtshalve schrapping	€30,00
17) Een retributie van 2.500€ wordt in rekening gebracht bij aflevering van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C		

Artikel 4

De retributie wordt geïnd op het ogenblik van de afgifte van het stuk. De betaling wordt vastgesteld ofwel door het aanbrengen van een kleefzegel die afgestempeld wordt en waarvan het vignet door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld wordt ofwel door een ander middel. Iedereen die de betaling verschuldigd is moet het bedrag van de retributie in bewaring geven, zodra hij de afgifte van om het even welk stuk vraagt, dat hem niet onmiddellijk kan afgegeven worden.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;
3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan personen waarvan de behoefte behoorlijk vastgesteld is of voor hen die beroep doen op kosteloze juridische bijstand;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De getuigschriften waarbij de samenstelling van een gezin vastgesteld wordt met het oog op het bekomen van een vermindering op de prijs van het openbaar vervoer;
9. De levensbewijzen afgeleverd om de inning toe te laten van renten, sociale toelagen en van pensioenen;
10. Erfrechtverklaringen;
11. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
12. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
13. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 4 en 9, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
14. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
15. De getuigschriften bewijzend de samenstelling van het gezin met het oog op het bekomen van een sociaal telefoontarief of een sociale woongelegenheden of dergelijke;
16. De attesten van goed gedrag en zeden, van gezinssamenstelling, de wettigheden van handtekening evenals de attesten voor eensluidend afschrift, nodig voor het zoeken van werk, onder voorbehoud van voorlegging van een werkaanbod van een mogelijke werkgever of van een erkende tussenpersoon;
17. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
18. De documenten gevisieerd in artikel 3, punt 8-a, als ze opgesteld en/of afgeleverd worden met het oog op de Belgische naturalisatie.
19. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;
- verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)

- document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)
 - aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)
 - aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)
 - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
20. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.

Artikel 6

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank.

De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8

Onderhavig reglement wordt van kracht op de vijfde dag volgend op de dag van publicatie en vernietigt het raadsbesluit van **17 december 2014** hernomen in de inleiding.

EQUIPEMENT ==- UITRUSTING

Contrôle ==- Controle

SP 10.- Fabrique d'Eglise Sainte Alice - Compte 2014 - Aviser favorablement ==- Kerkfabriek Sint Alice - Rekening van 2014 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
 Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
 Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
 Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le budget 2014 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice;
 Vu le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice,
 Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Excédent
51.378,89€	24.706,42€	26.672,47€

DECIDE :

d'avis favorablement le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;
 Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;
 Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;
 Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;
 Gelet op de ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de begroting voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek Sint Alice goedgekeurd;

Gelet op de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint Alice;
Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
51.378,89€	24.706,42€	26.672,47€

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint Alice.

**SP 11.- Fabrique d'Eglise Saint Servais - Compte 2014 - Aviser
favorablement -- Kerkfabriek Sint Servaas - Rekening van 2014 -
Gunstig adviseren**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le budget 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais;
Vu le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais,
Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Excédent
51.143,10€	50.745,39€	397,71€

DECIDE :

d'avis favorablement le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eredienssten ;
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;
Gelet op de ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de begroting voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek Sint Servaas goedgekeurd;
Gelet op de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint Servaas;
Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
51.143,10€	50.745,39€	397,71€

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint Servaas.

**SP 12.- Fabrique d'Eglise Sainte Marie - Compte 2014 - Aviser
favorablement -- Kerkfabriek Sint Maria - Rekening van 2014 -
Gunstig adviseren**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le budget 2014 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie;
Vu le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie,
Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Excédent
88.872,26€	66.990,67€	21.881,59€

DECIDE :

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;
Gelet op de ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de begroting voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek Sint Maria goedgekeurd;
Gelet op de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint Maria;
Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
88.872,26€	66.990,67€	21.881,59€

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint Maria.

SP 13.- Fabrique d'Eglise Sainte-Marie - Budget 2015 - Aviser favorablement --- Kerkfabriek van Sint-Maria - Begroting van 2015 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
Vu le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Marie, arrêté par le Conseil de Fabrique;
Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Budget 2015</u>	Recettes	Dépenses
- ordinaires	51.156,22€	51.656,22€
- extraordinaires	40.317,88€	39.817,88€
TOTAL	91.474,17€	91.474,17€

Considérant qu'une intervention communale de 26.627,51€ est sollicitée par cette administration fabricienne pour pouvoir couvrir ses dépenses ordinaires,

DECIDE :

1. d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Marie tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.
2. d'accorder à cette administration fabricienne un subside communal ordinaire de 26.627,51€ pour son budget 2015.
3. d'imputer cette dépense à l'article 790/435-01/AB/12 du budget ordinaire communal

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensdiensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek van Sint Maria, vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek;

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

<u>Begroting 2015</u>	Ontvangsten	Uitgaven
- gewone	51.156,22€	51.656,22€
- buitengewone	40.317,88€	39.817,88€
TOTAAL	91.474,17€	91.474,17€

Overwegende dat een gemeentelijke tussenkomst van 26.627,51€ door de Kerkfabriek gevraagd wordt om de gewone uitgaven te kunnen dekken;

BESLUIT :

1. een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek van Sint Maria zoals het werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek.
2. aan deze kerkfabriekbestuur een gewone gemeentelijk toegave van 26.627,51€ toe te kennen voor zijn begroting 2015
3. deze uitgave boeken op artikel 790/435-01/AB/12 van de gewone gemeentelijk begroting

Magazin ==- Magazijn

SP 14.- Infrastructure - Bâtiments - Achat de dalles de sous-couches pour parquet flottant dans le cadre des travaux rue Guffens 22 à imputer au budget extraordinaire 2014 - Fixation du mode de passation et des conditions du marché - Pour information ==- Infrastructuur - Gebouwen - Aankoop van de onderlaag voor zwevend parket in het kader van de werken Guffensstraat 22 te boeken op de buitengewone begroting 2014 - Vastlegging van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 25 novembre 2014 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Infrastructure - Bâtiments - Achats de fournitures diverses auprès des adjudicataires annuels de la commune pour des travaux rue Guffens 22 »;
Vu la décision du 19 mai 2015 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché visant l'achat de dalles de sous-couches pour parquet flottant dans le cadre des travaux rue Guffens 22 suivant une procédure négociée sans publicité constatée par une facture acceptée;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION :
La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 mai 2015 concernant l'achat de dalles de sous-couches pour parquet flottant dans le cadre des travaux rue Guffens 22 pour une dépense de 400,00€ TVA inclus à imputer sur 766/724-IN-60/51 de 2014 sur base d'une procédure négociée sans publicité constatée par facture acceptée.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 25 november 2014 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Infrastructureur - Gebouwen - Aankoop van diverse leveringen bij de jaarlijkse aannemers van de gemeente voor de werken Guffensstraat 22 »;
Gelet op de beslissing van 19 mei 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen welke de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van de onderlaag voor zwevend parket goedkeurt in het kader van de werken Guffensstraat 22 volgens een onderhandelingsprocedure zonder publiciteit op grond van een aanvaarde factuur;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE :
De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2015 betreffende de aankoop van een onderlaag voor zwevend parket in het kader van de werken Guffensstraat 22 voor een uitgave van 400,00 € BTW inbegrepen te boeken 766/724-IN-60/51 van 2014 volgens een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op grond van een aanvaarde factuur.

Marchés publics / Achats == Overheidsopdrachten / Aankopen

SP 15.- Service Population- Equipements complémentaires pour l'Antenne Population Radium - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == Dienst Bevolking - Aanvullende uitrusting voor Antenne Bevolking Radium - Gunningwijze en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment en son article 26 §1 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 28 avril 2015 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant l'attribution du marché par procédure négociée sans publicité constatée par une facture acceptée ayant pour objet «SERVICE POPULATION - Equipements complémentaires pour l'antenne population Radium "
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2015 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 avril 2015 de passer un marché par procédure négociée sans publicité constatée par une facture acceptée , ayant pour objet «SERVICE POPULATION - Equipements complémentaires pour l'Antenne Population Radium ».
2. La dépense relatée à l'achat est estimée à 851,84 € TVA comprise et sera imputée à l'article 104-741 51-14 du budget extraordinaire 2015.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 26 §1 1° a-betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 28 april 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht gegund volgens onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking gesloten met een aanvaarde factuur met als voorwerp «DIENST BEVOLKING - Aanvullende uitrusting voor Antenne Bevolking Radium»
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 april 2015 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking gesloten met een aanvaarde factuur , met als voorwerp als voorwerp «Aanvullende uitrusting voor de Antenne Bevolking Radium"
2. De aan de aankoop gerelateerde uitgave, geschat op 851,84 € BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 104-741 51-14 van de buitengewone begroting 2015.

**SP 16.- Service Infrastructure - Charroi Communal - Achat d'un système informatisé de geolocalisation du charroi automobile communale - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -
=- Dienst Infrastructuur - Gemeentelijk Wagenpark - Aankoop van een geïnformatiseerd systeem voor de geolocalisatie van het gemeentelijk wagenpark - Gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring .**

Monsieur le Bourgmestre expose

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment son article 26§2 1° d - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 mai 2015 ;
DECIDE :

1. De passer le marché pour l'achat d'un système informatisé de geolocalisation du charroi automobile communale par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26§2 1° d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services , aux conditions du cahier des charges SCHA/EQUIP/2015/007.
2. D'imputer la dépense, dont le montant est estimé à 155.000 € , inscrite à la modification budgétaire du mois d'avril 2015 et sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle, à l'article 136/744 51/14 du budget extraordinaire.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - meerbepaald artikel 26§2 1° d -betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2015 ;
BESLUIT :

1. De opdracht voor de aankoop van een geïnformatiseerd systeem voor de geolocalisatie van het gemeentelijk wagenpark te plaatsen bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26§2 1° d van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en overeenkomstig de voorwaarden van het bestek SCHA/EQUIP/2014/007.

2. De uitgave, geraamd op 155.000,-€ ingeschreven bij de begrotingswijziging van april 2015 en onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid , te boeken op artikel 136/744 51/14 van de buitengewone begroting .

SP 17.- Charte centrale de marché dans le cadre de l'adhésion à la centrale de marché relative aux fournitures de bureau écologiques de l'IBGE Signature - Approbation ==- Aankoopcentralehandvest in het kader van de toetreding tot de opdrachtcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbepodigheden van het BIM - Ondertekening - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu les décisions du Collège de bourgmestre et échevins du 28 avril 2015 et du 12 mai 2015 ;
Vu la charte d'adhésion fournie par IBGE en vue d'une signature confirmant l'adhésion à la centrale de marchés de fournitures écologiques pour les années 2015,2016,2017 et 2018;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mai 2015 ;
DECIDE :

1. De prendre connaissance de la charte centrale de marché fournie par IBGE dans le cadre de l'adhésion à la centrale de marché relative aux fournitures de bureau écologiques.
2. D'approuver et de signer cette charte d'adhésion afin de confirmer l'adhésion de l'administration communale de Schaerbeek à cette centrale de marché.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de Collegebesluiten van 28 april 2015 en 12 mei 2015;
Gelet op het aankoopcentralehandvest verschaft door het BIM met het oog op de ondertekening teneinde de aansluiting bij de opdrachtcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbepodigheden voor de jaren 2015,2016,2017 en 2018 te bevestigen ;
Op voorstel van het College van Burgmeester en Schepenen van 12 mei 2015;

BESLUIT :

1. Akte te nemen van het aankoopcentralehandvest verschaft door het BIM in het kader van de toetreding tot de opdrachtcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbepodigheden.
2. Het aankoopcentralehandvest goed te keuren en te ondertekenen teneinde de toetreding van het gemeentebestuur van Schaarbeek tot deze opdrachtcentrale te bevestigen.

SP 18.- Infrastructure - Bâtiments et Techniques Spéciales - Achats de matériel pour la rénovation des installations sanitaires auprès des adjudicataires annuels de la commune (Marché stock à imputer au budget extraordinaire) - Pour information ==- Infrastructuur - Gebouwen en speciale technieken - Aankoop van materiaal voor de renovatie van sanitaire voorzieningen bij de jaarlijkse aannemers van de gemeente - (Bestelbonopdracht te boeken op de buitengewone begroting) - Ter in kennis stelling

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 19 mai 2015 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet « Infrastructure - Bâtiments et techniques spéciales - Achats de matériel pour la rénovation des installations sanitaires auprès des adjudicataires annuels de la commune »;
Considérant que la dépense sera financée par emprunts;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2015 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION :
La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 mai 2015 pour l'achat de matériel pour la rénovation des installations sanitaires pour le service Infrastructure - Bâtiments et techniques spéciales auprès des adjudicataires annuels au fur et à mesure des besoins pour une dépense estimée à 16.200 € TVA à imputer à l'article 722/744 51/14.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 19 mai 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Infrastructuur - Gebouwen en speciale technieken - Aankoop van materiaal voor de renovatie van sanitaire voorzieningen bij de jaarlijkse aannemers van de gemeente » ;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen ;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE :
De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mai 2015 tot de aankoop van materiaal voor de renovatie van sanitaire voorzieningen voor de dienst Infrastructuur - Gebouwen en speciale technieken bij de jaarlijkse aannemers naargelang de behoeften voor een uitgave geschat op 16.200,-€ BTW inbegrepen te boeken op artikel 722/744 51/14.

Consommation ==- Consumptie

SP 19.- Règlement communal du 21/05/2003 relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais de parcours aux agents communaux et aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins - Modification - Approbation ==- Gemeentelijk reglement dd 21/05/2003 betreffende de vergoeding voor trajectonkosten voor gemeentebeambten en voor de leden van het College van Burgemeester en Schepenen - Wijziging - Goedkeuring

**Monsieur Goldstein intervient
Monsieur De Herde répond**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;
Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2003 relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais de parcours aux agents communaux et aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins;
Sur la proposition du Collège des bourgmestre et échevins en date du 19 mai 2015;
DECIDE

de compléter l'article 3 de la délibération du 21 mai 2003 comme ci-dessous :
L'indemnité est limitée à un kilométrage mensuel par service évalué comme suit :

- Infrastructure : 300 km
- Urbanisme : 300 km
- Instruction publique : 300 km
- Archives : 100 km
- SPPT : 100 km
- Assurances : 100 km
- Equipement : 100 km
- Concierges des centres aérés : 100 km par centre
- Séniors : 20 km
- Bibliothèques francophones : 50 km
- Etat civil : 25 km
- Intégration et Cohabitation : 125 km
- Recette 75 km
- Centre PMS 600 km
- Promotion de la santé à l'école: 600 km

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het Raadsbesluit van 21 mai 2003 betreffende de vergoeding voor trajectonkosten voor gemeentebeambten en voor de leden van het College van Burgemeester en Schepenen;
Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 19 mei 2015

BESLUIT

Artikel 3 van het raadsbesluit van 21 mei 2003 aan te vullen zoals hieronder :
De vergoeding wordt beperkt tot een maandelijks aantal gereden kilometers per dienst als volgt geëvalueerd :

- Infrastructuur 300km
- Stedenbouw 300 km
- Openbaar onderwijs 300 km
- Archieven 100 km
- PBVV 100 km
- Verzekeringen 100 km
- Uitrusting 100 km
- Huisbewaarders vakantieverblijven 100 km per centrum
- Senioren 20 km
- Franstalige bibliotheek 50 km

- Burgelijke Stand 25 km
- Integratie en Cohabitatie 125 km
- Ontvangerij 75 km
- PMS Centrum 600 km
- Gezondheidspromotie op school 600 km

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Programme de prévention urbaine ==- Programma voor stadspreventie SP 20.- Espaces de proximité - Occupation des espaces Maison de quartier Navez et Van Dyck par l'asbl Atelier Mozaik - Approbation ==- Wijkruimtes- Bezetting van de ruimtes "Maison de Quartier Navez" en "Van Dyck" door de vzw "Atelier Mozaik" - Goedkeuring

**Monsieur Bernard intervient
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'ajout de la nouvelle annexe au règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux pour l'occupation des espaces de proximité décidée au Collège des Bourgmestre et Echevins du 02 décembre 2014 et au Conseil communal du 17 décembre 2014.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.05.2015 approuvant l'occupation des espaces "Maison de Quartier Navez" et "Van Dyck" par l'asbl "Atelier Mozaik" pour y développer des ateliers créatifs avec un groupe d'enfants.

DECIDE :

De marquer son accord sur l'occupation de la salle 1 de la Maison de Quartier Navez les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 14h à 18h, les mercredis de 12h à 18h et de la salle 03 de l'espace Van Dyck les samedis de 9h à 18h par un groupe d'enfants de l'asbl Atelier Mozaik pour y organiser des ateliers créatifs et ce, de septembre 2015 à aout 2016 et selon la nouvelle gestion des espaces de proximités.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de toevoeging van een bijlage bij het algemene reglement voor het gebruik van gemeetelijke lokalen en terreinen die regelt de bezetting van de wijkruimtes beslist aan het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02.12.2014 en aan de Gemeenteraad dd.17.12.2014.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 05.05.2015 goedkeurend de bezetting van deruimtes "Maison de Quartier Navez" en "Van Dyck door de vzw "Atelier Mozaik" voor een artistieke activiteit door een groep kinderen.

BESLUIT :

Geeft toestemming om de zaal 1 van de buurruimte Navez de mandagen, dinsdagen, donderdagen, vrijdagen van 14u tot 18u, de woensdagen van 12u tot 18u en de zaal 03 van de ruimte "Van Dyck" de zaterdagen van 9u tot 18u te gebruiken van september 2015 tot augustus 2016 onder het nieuw beheer van de wijkruimtes.

SP 21.- Projet de convention 2015 entre la commune et l'Asbl SeTIS Bxl pour la mise en oeuvre du Programme de Prévention Urbaine - Approbation ==- Overeenkomst 2015 tussen de gemeente en de vzw "SeTIS Bxl" voor het uitvoeren van het Stedelijk PreventieProgramma-Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu la nécessité de conclure une convention liant le PPU à l'asbl SeTIS Bxl;

Vu l'importance de cet outil de travail pour le PPU et de ses dispositifs ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2013 relatif aux conventions PSSP;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mai 2015

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE

D'approuver la convention

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Aangezien de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Aangezien de nood om een overeenkomst tussen de Programma voor stads preventie en de vzw "SeTIS Bxl" goed te keuren;

Aangezien het belang van dit werkinstrument voor de SPP;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende de Strategische veiligheids en preventie plannen overeenkomsten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 mei 2015;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden,

BESLUIT

De overeenkomst goed te keuren

SP 22.- Projet de convention 2015 entre la commune et l'Asbl Schaerbeek Information pour la mise en oeuvre du Programme de Prévention Urbaine - Approbation -==- Overeenkomst 2015 tussen de gemeente en de vzw "Schaerbeek Information" voor het uitvoeren van het Stedelijk PreventieProgramma- Goedkeuring

Monsieur le Bourgmestre expose

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 12 abstention(s). -==- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 12 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 12 abstention(s).

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu la nécessité de conclure une convention liant le PPU à l'asbl Schaerbeek Information ;

Vu l'importance d'un outil de communication pour faire connaître les activités du PPU et de ses dispositifs ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions EUROTOP;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mai 2015

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE

D'approuver la convention

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 12 onthouding(en).

Aangezien de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Aangezien de nood om een overeenkomst tussen de Programma voor stads preventie en de vzw "Schaerbeek Information" goed te keuren en zich van een werktuig van externe communicatie voorzien;
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 betreffende de EUROTOP overeenkomsten
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 mei 2015;
Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden,
BESLUIT
De overeenkomst goed te keuren

* * *

**Madame Ozdemir et Madame Moureaux entrent en séance -- Mevrouw Ozdemir en Mevrouw Moureaux treden ter vergadering.
Monsieur Echouel quitte la séance -- De heer Echouel verlaat de vergadering**

* * *

Mobilité -- Mobiliteit

**SP 23.- Perspectives d'aménagements de voiries régionales sur le territoire de Schaerbeek en lien avec la création d'un réseau d'infrastructures cyclables dans la Région Bruxelles-capitale (horizon 2020) (Motion à l'initiative du Collège des Bourgmestre et Echevins) --
Perspectieven voor de inrichting van de regionale wegen op het grondgebied van Schaerbeek en de link met her creëren van infrastructuur voor de fietsters in het Burssels Hoofdstedelijke Gewest (Horizon 2020) (Motie op initiatief van het College van Burgemeester en Schepenen)**

Monsieur Grimberghs expose le point

Madame Onkelinx intervient.

Monsieur Grimberghs répond.

**Monsieur Verzin, Monsieur Goldstein, Monsieur Eraly, Madame Querton, Madame van Zuylen, Madame Vriamont et Madame Lorenzino interviennent
Monsieur Grimberghs répond et expose les amendements apportés par le groupe PS**

Monsieur Goldstein intervient

Madame Vriamont intervient

Monsieur Grimberghs répond

Madame Vriamont intervient

Monsieur Verzin intervient

Monsieur le Bourgmestre répond

Monsieur Goldstein intervient

Vote sur la motion amendée a mains levées -- Stemming op de geamendeerde motie :

41 voix , 0 voix contre et 1 abstention -- 41 stemmen voor, 0 stemmen tegen en 1 onthouding

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Considérant que le réseau de voiries régionales sur Schaerbeek est composé d'axes structurants majeurs qui n'ont pas fait l'objet d'investissements et d'aménagements depuis plusieurs années (exemples : Boulevard Lambermont, boulevard Wahis, place Meiser, boulevard Reyers, chaussée de Louvain (y compris la place Dailly), rue des Palais (y compris place de la Reine et place Liedts), avenue du Diamant et avenue Plasky;

Considérant le mauvais état d'entretien de certaines de ces voiries, y compris les trottoirs et plantations (en particulier avenue du Diamant);

Considérant que l'avenue Plasky est comprise dans une zone de chantier liée aux aménagements du tunnel Josaphat (chantier Beliris) ;

Considérant l'absence ou la non-conformité des infrastructures cyclables existantes sur certaines de ces voiries (en particulier boulevard Lambermont - Wahis) ;

Considérant les objectifs du plan Iris 2 en faveur des modes de transports actifs;

Considérant le plan vélo régional 2010-2015 (fiche 6.2. relative aux pistes cyclables), et le projet pour les routes régionales 2010-2014 qui cartographie des interventions sur le boulevard Lambermont – Wahis à ce jour non réalisés ;
Considérant l’Audit Bypad et le Plan Vélo de la commune de Schaerbeek réalisés sous la direction de Bruxelles-Mobilité (terminé en 2013), en particulier le point relatif à la conception d’un réseau cyclable structurant qui comprend le boulevard G. Wahis et le boulevard Lambermont (ICC), point 1.14 du document ;
Considérant que sur certaines de ces voiries régionales, des études et avant-projets existent :

- Etude Moyenne ceinture (terminée en 2012) ;
- Avant-projet de Bruxelles-Mobilité en vue de l’aménagement des boulevards Lambermont et Wahis (réalisé en 2009) pour lequel la commune de Schaerbeek a remis un avis préalable à la demande de permis d’urbanisme le 30 avril 2009 ;
- Avant-projet de Bruxelles-Mobilité (réalisé en 2013) en vue de la réfection de l’avenue du Diamant (voirie et trottoirs), projet issu de l’étude zone 30 communale du quartier Plasky - Diamant (2010) ;

Considérant l’étude d’opportunité de parkings souterrains menée par la commune de Schaerbeek en 2011 ;

Considérant les conclusions de cette étude qui précise notamment que la place Dailly représente une localisation utile à plusieurs égards (la demande en stationnement est importante de nuit comme de jour par les riverains ; la place et ses alentours sont pourvus de commerces, d’équipements collectifs et d’entreprises ; techniquement, la grandeur de la place permettrait de construire un parking sur un étage -1 uniquement) ;

Considérant les courriers adressés à l’agence de stationnement et cabinet des Ministres compétents (courrier 23 janvier 2014 à Mme Grouwels et courriers du 30 avril 2015 au Ministre Pascal Smet) relatifs à la création d’un parking souterrain restés sans suite;

Considérant que la place Dailly est identifiée comme une zone accidentogène (étude ZACA, zone à concentration d’accidents menée par Bruxelles Mobilité) ;
Considérant l’étude Beliris sur l’axe de la rue Royale Ste Marie (accord de coopération du 15.09.1993 et ses avenants n°1 à 9 entre l’Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale) comprenant le périmètre d’aménagement de la place de la Reine ;

Considérant que cette étude ne prévoit pas, à ce stade, de financement pour des aménagements place de la Reine ;

Considérant les investissements qu’il reste à faire pour mettre en œuvre les itinéraires cyclables régionaux sur Schaerbeek ;

Que pour ces différents motifs,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE :

1. De considérer que l’aménagement des boulevards Lambermont et Wahis constitue une priorité d’aménagement et qu’il y a lieu d’y prévoir des aménagements cyclables sur base de l’avant-projet réalisé en 2009 par Bruxelles-Mobilité en tenant compte des études du double tunnel Meiser et du réaménagement de la place Meiser ;
2. De considérer que l’avenue du Diamant constitue une priorité d’aménagement à coordonner avec les travaux programmés sur le boulevard Reyers et place Meiser ;
3. De prévoir la remise en état de l’avenue Plasky sans entraîner de retard par rapport à l’agenda convenu;
4. De prévoir la création de stationnement hors-voirie en compensation locale et simultanée dans le cas de suppression de stationnement en voirie et de prendre, de plus, en compte la demande de parking souterrain place Dailly et les aménagements de surface qui y sont liés ;
5. De prendre en compte les nécessités de financements complémentaires pour la réalisation de travaux place de la Reine, le cas échéant à charge de Beliris à préciser dans l’avenant n°12 ;
6. De poursuivre les investissements en vue de la mise en œuvre des itinéraires cyclables régionaux sur voiries communales.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Aangezien dat het regionale wegennet van Schaarbeek uit structurele assen bestaat en dat sinds verschillende jaren geen enkele investering of aanleg werd gedaan (Lambermontlaan, Generaal Wahislaan, Meiserplein, Reyerslaan, Leuvensesteenweg en het Daillyplein, Paleizenstraat, Koningingplein en Liedtsplein, Diamantlaan en Plaskyiaan)

Gelet op het slechte onderhoud van sommige van die wegen - stoepen en plantages inbegrepen (vooral in de Diamantlaan)

Gelet dat de Plaskyiaan inbegrepen is in een zone van werkzaamheden gelinkt aan de aanleg van de Josaphat-tunnel (werkzaamheden van Beliris)

Gezien dat de fietsinfrastructuur niet bestaan of niet in overstemming zijn met de maatregelen op sommige van die wegen (vooral op de Lambermontlaan en de Generaal Wahislaan)

Gezien de doelen van het Iris-plan 2 die ten voordele zijn van de actieve vervoerswijzen

Aangezien het regionale fiets-plan 2010-2015 (fiche 6.2 betreffende de fietspaden) en het project voor de regionale wegen 2010-2014 die nog niet gerealiseerde interventies op de Lambermontlaan en op de Generaal Wahislaan op de map plaatst

Aangezien de Bypad Audit en het Fiets-Plan van de Gemeente Schaarbeek, ontwikkeld onder de directie van Brussel-Mobiliteit, vooral het punt betreffende de conceptie van een structurerend fiets-netwerk die de Generaal Wahis en de Lambermontlaan mee telt

Aangezien de bestaande studies en voor-projecten op sommige regionale wegen:

- Studie Middel Ring (2012)
- Voor-project van Brussel-Mobiliteit voor de aanleg van de Lambermont- en Generaal Wahislaan (2009) waarvoor de Gemeente een voorafgaande mening heeft gegeven aan de stedenbouwkundige vergunning gedeponerd door de Gemeente Schaarbeek op 30 april 2009
- Voor-project van Brussel-Mobiliteit (2013) voor de heraanleg van de Diamant-laan (wegens en voetpaden), project die van de gemeentelijke studie zone 30 van de wijk (2010) komt;

Aangezien de opportuniteit-studie voor de ondergrondse parkings die door de Gemeente van Schaarbeek wordt gedaan in 2011;

Aangezien de conclusies van deze studie die duidelijk maakt dat de Daillyplein een nuttige locatie is voor meerdere redenen (vraag naar parking voor de bewoners is belangrijk dag en nacht, er zijn winkels, gemeenschappelijke voorzieningen en bedrijven op de plein en in haar omgevingen, gemeenschappelijke voorziening; en de grootte van de plein biedt de mogelijkheid om technisch gezien om een parking met een -1 niveau te bouwen);

Aangezien de verschillende brieven die aan de parkeeragentschap en aan de kabinet van de bevoegde Ministers (brief van 23 januari 2014 aan Mevrouw Grouwels en brieven van ??? en 30 april 2015 aan Minister Pascal Smet) werden gestuurd in verband met het bouwen van een ondergrondse parking en waarvoor er geen antwoord werd gegeven;

Aangezien de Daillyplein geïdentificeerd is door Brussel-Mobiliteit als een zone met een hoog aantal van auto-ongeluk.

Aangezien de Beliris-studie over de asse van de Koninglijke Sint-Mariastraat (samenwerking overeenkomst van 15.09.1993 en de aanpassingen n°1 a 9 tussen de Federale staat en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest) die de perimeter van de aanleg van de Koningingplein inbegrijpt;

Aangezien die studie op dit moment de financiering van de aanleggen op de Koninginplein niet voorziet;

Aangezien de investeringen die nog moeten gedaan zijn voor de gewestelijke fietstroutes in Schaarbeek;

Voor deze verschillende redenen,

VRAAGT AAN DE REGERING VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE GEWEST:

1. Om van de aanleg van de Lambermont- en de Generaal Wahislaan een prioriteit te maken, en om de aanleg van fietspaden te voorzien op basis van het voor-ontwerp dat in 2009 door Brussel-Mobiliteit wordt gemaakt, rekening houdend met de studies aangaande de dubbele tunnel Meiser en de heraanleg van het Meiserplein
2. Om van de Diamantlaan een prioriteit te maken, en om het te coördineren met de geprogrammeerde werken op de Reyerslaan en het Meiserplein.

3. Om de herstelling van de Plaskyiaan te voorzien zonder daardoor vertragingen op te lopen op de overeengekomen agenda
4. Om parkeerplaatsen, die zich niet op de openbare weg bevinden te creëren in geval van het afschaffen van parkeerplaatsen op de openbare weg en daarbij rekening te houden met de vraag voor ondergrondse parkingen op het Daillyplein en de bovengrondse aanleggen die eraan verbonden zijn
5. Om de complementaire financiering op te vragen voor de realisatie van de werken op het Koninginnenplein, desnoods ten laste van Beliris, te benadrukken in het aanhangsel nr 12
6. Om de investeringen voort te zetten voor de installatie van de regionale fietsnetwerken op de gemeentelijke wegen

SERVICES GÉNÉRAUX -== ALGEMENE ZAKEN

Gestion immobilière technique -== Technisch vastgoedbeheer

SP 24.- *** CE POINT EST REPORTE***** Bien sis avenue Général Eisenhower, 132 - Désaffectation du domaine public - Bail à rénovation - Approbation -== *****DIT PUNT WORDT OVERGEDRAGEN***** Pand gelegen Generaal Eisenhowerlaan, 132 - Bestemmingsonttrekking van het openbaar domein - Renovatiehuurceel - Goedkeuring**

Ce point a été reporté. -== Dit punt wordt uitgesteld.

* * *

Monsieur Echouel entre en séance -== De heer Echouel treedt ter vergadering

* * *

SP 25.- Avenant à la convention Commune-CPAS pour l'occupation du CSA - Approbation -== Aangangsel aan de overeenkomst Gemeente-OCMW voor de bezetting van het SAC - Goedkeuring

**Madame Vriamont intervient
Monsieur Grimberghs répond
Madame Vriamont intervient
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 43 voix contre 0 et 1 abstention(s). -== Besloten, met 43 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 43 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.04.2015
Vu les plans du Géomètre communal
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.05.2015
Considérant qu'il y a lieu de faire suite à cette décision
DECIDE :

1. De marquer son accord sur l'avenant à la convention d'occupation du CPAS de Schaerbeek du bâtiment CSA chaussée de Haecht, 226
2. D'adopter l'avenant déposé au dossier

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 43 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester et Schepenen dd. 21.04.2015
Gelet op de plannen van de gemeente landmeter
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd.19.05.2015

Overwegende dat het past om gevolg aan deze beslissing te geven

BESLUIT :

1. Akkoord te gaan met het aanhangsel van de bezettingsovereenkomst door de OCMW van Schaerbeek van het pand SAC Haachtsesteenweg, 226
2. Het aanhangsel, neergelegd in het dossier, aan te nemen

RESSOURCES HUMAINES ==- HUMAN RESOURCES

Service du Personnel ==- Personeelsdienst

SP 26.- Régionalisation des conventions de premier emploi "Projets globaux - grandes villes" - Avenant à la convention - Approbation ==- Regionalisering van de startbaanovereenkomsten "Globale Grootsteden projecten" - Bijvoegsel aan de overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 6 janvier 2014 relative à la 6ème réforme de l'Etat entrée en vigueur le 1er juillet 2014;
Vu la décision du Conseil communal du 21 mai 2003 approuvant la signature de la convention prise dans le cadre des "projets globaux Politique des grandes villes" du plan fédéral "Rosetta-conventions de premier emploi" ;
Vu la régionalisation des conventions de premier emploi;
Considérant la reprise de la gestion de ces conventions par Actiris à partir du 1er janvier 2015;
Considérant qu'il y a lieu de garantir le versement des subsides selon la nouvelle procédure définie par Actiris dans l'avenant proposé;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 12 mai 2015 ;
DECIDE

1. D'approuver l'avenant à la convention conclue en 2003;
2. De donner délégation au Collège des Bourgmestres et Echevins pour signer l'avenant

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming met inwerkingtreding op 1 juli;
Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 21 mei 2003 tot goedkeuring van de ondertekening van de overeenkomst in het kader van de "Globale Grootsteden projecten" van het federale plan "Rosetta -startbaanovereenkomst";
Gelet op de regionalisering van de startbaanovereenkomsten;
Overwegende de overname van het beheer van deze overeenkomsten door Actiris vanaf 1 januari 2015;
Overwegende dat het past om de storting van de subsidies te waarborgen volgens de nieuwe procedure door Actiris in het voorgestelde bijvoegsel uitgestippeld;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 mei 2015;
BESLIST

1. Het bijvoegsel aan de overeenkomst van 2003 goed te keuren;
2. Aan het College van Burgemeester en Schepenen volmacht te geven om het bijvoegsel te ondertekenen.

INFRASTRUCTURES ==- INFRASTRUCTUUR

Architecture et Bâtiments ==- Architectuur en gebouwen

SP 27.- Hôtel communal + Ecole 17 - Remplacement des chaufferies et travaux connexes - Majoration de la dépense - Approbation ==- Gemeentehuis + School 17 - Vervanging van de stookruimtes en aanverwante werken - Verhoging van de uitgave - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 31 voix contre 0 et 13 abstention(s). ==- Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 13 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 0 et 13 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §2, 1° d - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins, en sa séance du 1er avril 2014, arrêtant le mode de passation par procédure négociée sans publicité et fixant les conditions du marché de services visant à l'étude de la rénovation des chaufferies de l'hôtel communal et de l'école 17 selon le cahier spécial des charges Scha/Infra/2014/009;
Vu la délibération au conseil communal du 30 avril 2014 prenant pour information la décision précitée du collège;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins, en sa séance du 10 juin 2014, de désigner le bureau d'études en qualité d'adjudicataire;
Considérant que sur base du métré établi par le bureau d'études, le marché de travaux a été estimé initialement à 224.455 € TVA incluse;
Vu la délibération au conseil communal du 17 décembre 2014, arrêtant le mode de passation du marché de travaux visant au remplacement des chaufferies de l'hôtel communal et de l'école 17 par procédure négociée directe avec publicité et fixant les conditions selon le cahier spécial des charges Scha/Infra/2014/051 établi par le bureau d'études;
Considérant que la délibération au conseil précitée fait état d'une dépense de 250.000 € basée sur l'estimation du bureau d'études majorée de 10% pour révisions de prix et dépassements de quantités présumées;
Vu le mail du bureau d'études daté du 9 février 2015 et annonçant que: "pour une raison inexplicable", le total du métré estimatif est faux, la somme réelle étant de 237.380 €, hors TVA au lieu de 185.500 €;
Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 12 mai 2015 désignant l'adjudicataire chargé des travaux pour le prix de 269.121,90 €, TVA incluse;
Considérant qu'il convient d'engager la dépense de 297.000 € selon la répartition suivante: 175.000 € à l'article 104/724-60/-51 et 122.000 € à l'article 722/724-60/-51 en tenant compte de la majoration de 10% pour révisions des prix et dépassements de quantités présumées;
Considérant qu'il en ressort une majoration de prix de 47.000 € par rapport à l'estimation initiale actée par le conseil communal du 17 décembre 2014;
Vu le crédit suffisant de 350.000 € inscrit au budget extraordinaire pour les travaux de remplacement des chaufferies selon la répartition suivante: 200.000 € à l'article 104/724-60/-51 pour l'hôtel communal et 150.000 € à l'article 722/724-60/-51 pour l'école 17;
Considérant que la dépense est totalement prise en charge par le Fonds Politique des Grandes Villes
DECIDE:
D'approuver la majoration de 47.000 € de la dépense destinée aux travaux de remplacement des chaufferies de l'hôtel communal et de l'école 17, cette dernière passant de 250.000 € à 297.000 €

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 13 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 26 §2, 1° d - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Collegebesluit van 1 april 2014 houdende vaststelling van de gunningswijze, onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, en van de voorwaarden van de opdracht van diensten met het oog op de studie betreffende de renovatie van de stookruimtes van het gemeentehuis en school 17 volgens het bijzonder bestek Scha/Infra/2014/009;

Gelet op het raadsbesluit van 30 april 2014 dat voornoemd Collegebesluit ter informatie neemt;

Gelet op het Collegebesluit van 10 juni 2014 houdende aanduiding van het studiebureau;

Overwegende dat op basis van de meetstaat opgemaakt door het studiebureau, de opdracht van werken oorspronkelijk werd geraamd op 224.455 €, BTW inbegrepen;

Gelet op het raadsbesluit van 17 december 2014 houdende vaststelling van de gunningswijze van de opdracht van werken betreffende de vervanging van de stookruimtes van het gemeentehuis en school 17, bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking, en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden volgens het bijzonder bestek Scha/Infra/2014/051 opgemaakt door het studiebureau;

Overwegende dat voornoemd raadsbesluit een uitgave vermeldt van 250.000 €, gebaseerd op de raming van het studiebureau, verhoogd met 10 % voor prijsherzieningen en overschrijdingen van vermoedelijke hoeveelheden;

Gelet op de mail van het studiebureau van 9 februari 2015 in welke gemeld wordt, dat "om een onverklaarbare reden", het totaal van de kostenraming verkeerd blijkt te zijn en de werkelijke som 237.380 € zonder BTW bedraagt, in plaats van 185.500 €;

Gelet op het Collegebesluit van 12 mei 2015 houdende aanduiding van de aannemer belast met de werken voor de prijs van 269.121,90 €, BTW inbegrepen

Overwegende dat het past een uitgave van 297.000 € vast te leggen, volgens volgende verdeling : 175.000 € op artikel 104/724-60/-51 en 122.000 € op artikel 722/724-60/-51, rekening houdend met de verhoging van 10 % voor prijsherzieningen en overschrijdingen van vermoedelijke hoeveelheden;

Overwegende dat hieruit een verhoging volgt van 47.000 € ten opzichte van de oorspronkelijke raming waarvan door de gemeenteraad op 17 december 2014 akte werd genomen;

Gelet op het toereikende krediet van 350.000 € ingeschreven op de buitengewone begroting voor de werken betreffende de vervanging van de stookruimtes volgens de volgende verdeling : 200.000 € op artikel 104/724-60/-51 voor het gemeentehuis en 150.000 € op artikel 722/724-60/-51 voor school 17;

Overwegende dat de uitgave volledig ten laste wordt genomen door het Fonds Grootstedenbeleid

BESLUIT :

de verhoging met 47.000 € van de uitgave bestemd voor de vervangingswerken van de stookruimtes van het gemeentehuis en school 17 goed te keuren, waardoor deze van 250.000 € op 297.000 € wordt gebracht.

SP 28.- Mission de coordinateur Sécurité-Santé pour les chantiers temporaires de travaux aux bâtiments et en voirie - Mode de passation et conditions du marché - Pour information -== Opdracht van Veiligheid- en gezondheidscoördinator voor de tijdelijke bouwplaatsen voor werken aan gebouwen en wegen - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;
Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires et mobiles et l'arrêté royal du 19 janvier 2005 qui le modifie;
Considérant qu'en vertu de la législation en vigueur sur les chantiers temporaires, un coordinateur de sécurité et de santé doit être associé à l'étude des projets et à l'exécution ultérieure de la plupart des travaux qui figurent au budget 2015;
Considérant que la mission de services du précédent adjudicataire en charge de ce rôle touche à sa fin;
Considérant qu'il convient donc de lancer un marché afin de désigner un nouveau coordinateur de sécurité-santé pour la période courant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016, après consultation de huit bureaux de coordination de sécurité-santé;
Vu le procès-verbal du 28 avril 2015 par lequel le collège des bourgmestre et échevins décide:

1. D'approuver le lancement d'un marché public de services afin de désigner un coordinateur de sécurité-santé pour les chantiers temporaires de travaux aux bâtiments et en voirie, pour la période courant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.
2. D'arrêter le mode de passation du marché: procédure négociée sans publicité.
3. De fixer les conditions de marché telles que définies par le CSC Scha/Infra/2015/010 joint en annexe.
4. Imputer la dépense, estimée à 80.000€ TVAC, au crédit des articles 137/733-60/-/53 (pour 45.000€) et 421/733-60/-/53 (pour 35.000€) du budget extraordinaire 2015.
5. De financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke en mobiele bouwplaatsen, en het wijzigende koninklijk besluit van 19 januari 2005;
Overwegende dat krachtens de geldende wetgeving op tijdelijke bouwplaatsen een veiligheids- en gezondheidscoördinator betrokken moet worden bij de studie van de projecten en bij de latere uitvoering van het merendeel van de werken die op de begroting 2015 staan;
Overwegende dat de desbetreffende dienstenopdracht van de vorige aangeduide aannemer op zijn einde loopt;
Overwegende dat het bijgevolg past een opdracht uit te schrijven om een nieuwe veiligheids- en gezondheidscoördinator aan te duiden voor de periode van 1 juli 2015 t.e.m. 30 juni 2016, na raadpleging van acht bureaus gespecialiseerd in veiligheids- en gezondheidscoördinatie;

Gelet op het Collegebesluit van 28 april 2015 houdende :

1. goedkeuring om een overheidsopdracht uit te schrijven met als doel de aanduiding van een veiligheids- en gezondheidscoördinator voor de tijdelijke bouwplaatsen voor werken aan gebouwen en wegen, voor de periode van 1 juli 2015 t.e.m. 30 juni 2016 ;
2. vaststelling van de gunningswijze van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;
3. vaststelling van de opdrachtvoorwaarden, zoals gedefinieerd in het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/010, in bijlage;
4. aanrekening van de uitgave, geraamd op 80.000 €, BTWI, op het krediet van de artikels 137/733-60/-/53 (45.000 €) en 421/733-60/-/53 (35.000 €) van de buitengewone begroting over 2015;
5. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE
voormeld Collegebesluit

SP 29.- Parc Josaphat - Reconditionnement de la qualité biologique de l'eau des étangs - Mode de passation et conditions du marché - Pour information -- Josafatpark - Verbetering van de biologische kwaliteit van het water van de vijvers - Gunningwijze en opdrachtwaarden - Ter informatie

**Monsieur van den Hove intervient
Monsieur Vanhalewyn et Monsieur le Bourgmestre répondent**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;
Vu la piètre qualité de l'eau des étangs du parc Josaphat due à la prolifération d'algues néfastes dégageant une odeur nauséabonde et privant la faune locale de l'oxygène nécessaire à sa multiplication;
Vu la dégradation manifeste du biotope des étangs;
Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au reconditionnement de l'eau des étangs par le placement d'émulseurs aérateurs, par traitement bactérien et par le placement d'un nombre suffisant de carpes herbivores;
Vu le descriptif technique muni de références légales Scha/Infra/2015/016 établi par le département Infrastructures ;
Considérant que le montant global estimé de ce marché de fournitures s'élève à 20.000 € TVAC;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité après consultation de trois sociétés ;
Vu la décision du collège du 5 mai 2015 par laquelle il décide de :

1. Arrêter le mode de passation du marché de travaux de fournitures selon la procédure négociée sans publicité après consultation de trois entreprises spécialisées
2. Fixer les conditions du marché selon le descriptif technique muni de références légales Scha/Infra/2015/016
3. Approuver la liste des sociétés à consulter

4. Imputer la dépense estimée à 20.000 € à l'article 766/724-60/-51 du budget extraordinaire 2015

5. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

la décision du collège du 5 mai 2015

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur; Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a (limiet van 85.000,00 € excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de erbarmelijke kwaliteit van het water van de vijvers in het Josafatpark te wijten aan de proliferatie van schadelijke algen die een walgelijke geur verspreiden en waardoor de plaatselijke fauna niet voldoende zuurstof krijgt om zich te vermenigvuldigen;

Gelet op de manifeste verslechtering van de biotoop van de vijvers;

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt over te gaan tot het verbeteren van de waterkwaliteit van de vijvers door de plaatsing van luchtversers, door een bacteriële behandeling en door het toevoegen van een voldoende aantal plantenetende karpers;

Gelet op de technische omschrijving, voorzien van de wettelijke referenties Scha/Infra/2015/016, opgemaakt door het departement Infrastructuur;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht van leveringen 20.000 € BTWI belooft;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking na raadpleging van drie firma's; Gelet op het collegebesluit van 5 mei 2015 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht van leveringen, namelijk de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens de technische omschrijving voorzien van de wettelijke referenties Scha/Infra/2015/016;
3. goedkeuring van de lijst van de te raadplegen firma's
4. aanrekening van de uitgave geraamd op 20.000 € op artikel 766/724-60/-51 van de buitengewone begroting over 2015;
5. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

het collegebesluit van 5 mei 2015

* * *

Monsieur Gilles entre en séance -- De heer Gilles treedt ter vergadering

* * *

SP 30.- Maison Autrique, chaussée de Haecht 266 - Restauration des façades avant et arrière - Marché de travaux - Mode de passation et conditions du marché - Approbation -- Huis Autrique, Haachtsesteenweg 266 - Restauratie van de voor-en achtergevel - Opdracht van de werken - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

Madame Jodogne, Monsieur Goldstein et Monsieur de Beaufort interviennent.

Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Vanhalewyn répondent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures,
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures,
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er octobre 2013 de désigner un bureau d'Etudes chargé de la mission d'études visant à la restauration des façades de la Maison Autrique;
Considérant que ces travaux comprendront la restauration des façades avant et arrière ainsi que la restauration des éléments de façades tels que les menuiseries extérieures en bois et métalliques;
Considérant que le bureau d'études a établi les exigences techniques du présent marché et estimé les travaux à 173.000€ TVAC;
Considérant que les travaux sont estimés à 190.000€ TVAC en tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
Considérant qu'un crédit de 160.000€ est inscrit à l'article budgétaire 772/724-60/51 du budget extraordinaire 2015;
Considérant qu'il est convenu de majorer la dépense de 30.000€ lors de la prochaine modification budgétaire et de porter le crédit à 190.000€;
Considérant que ces travaux pourraient bénéficier du subsidie de la DMS pour un financement à 80% du montant des travaux;
Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2014/052 régissant le marché;
Considérant que ce marché de travaux serait passé par procédure négociée directe avec publicité;

DECIDE :

1. d'approuver le projet de restauration des façades de la Maison Autrique;
2. d'approuver le montant du marché de travaux estimé à 190.000€ TVA comprise;
3. de fixer le mode de passation : procédure négociée directe avec publicité ;
4. de fixer les conditions du marché reprises au cahier spécial des charges dont référence Scha/Infra/2014/052 déposé au dossier ;
5. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au niveau national;
6. d'imputer la dépense à l'article 772/724IN-60/-/51 du budget extraordinaire 2015;
7. de financer la dépense à 80% par le subsidie de la DMS et la part communale par emprunt;
8. de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Collegebesluit van 1 oktober 2013 houdende aanduiding van een studiebureau belast met de studieopdracht betreffende de restauratie van de gevels van het Huis Autrique;

Overwegende dat deze werken de restauratie omvatten van de voor- en achtergevel, alsook de restauratie van de gevelementen, zoals het houten en metalen buitenschrijnwerk;

Overwegende dat het studiebureau de technische vereisten voor deze opdracht heeft opgesteld en de kostenraming ten belope van 173.000 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat de werken op 190.000 € BTW inbegrepen werden geraamd, rekening houdend, overeenkomstig de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;

Overwegende dat een krediet van 160.000 € ingeschreven is op artikel 772/724-60/51 van de buitengewone begroting over 2015;

Overwegende dat wordt overeengekomen bij de volgende begrotingswijziging de uitgave met 30.000 € te verhogen en het krediet bijgevolg op 190.000 € te brengen;

Overwegende dat deze werken zouden kunnen genieten van een toelage van de DML voor een financiering ten belope van 80 % van het bedrag der werken;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2014/052 dat de aanneming regelt;

Overwegende dat de opdracht zou worden gegund bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking

BESLUIT :

1. het restauratieproject van de gevels van het Huis Autrique goed te keuren;
2. het bedrag van de opdracht , geraamd op 190.000 € BTW inbegrepen, goed te keuren;
3. de gunningswijze vast te leggen : vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
4. de voorwaarden van de opdracht vast te leggen zoals opgenomen in het bij het dossier gevoegde bijzonder bestek met referentie Scha/Infra/2014/052;
5. de tekst van het op nationaal niveau te publiceren bericht van opdracht goed te keuren;
6. de uitgave aan te rekenen op artikel 772/724IN-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015;
7. de uitgave voor 80 % te financieren met de toelagen van de DML en het gemeentelijke aandeel met een lening;
8. dit raadsbesluit over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht

SP 31.- Hôtel communal - Restauration des vitraux - Mode de passation et conditions du marché - Approbation -== Gemeentehuis - Restauratie van de glas-in-loodramen - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures,

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures,

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 avril 1995 portant classement comme monument de la totalité de l'hôtel communal de Schaerbeek;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins de désigner, en sa séance du 28 décembre 2012, un bureau d'études chargé d'établir le cahier spécial des charges en vue de la restauration complète des vitraux de l'Hôtel communal;

Vu la promesse de principe de subside octroyée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Direction des Monuments et des Sites;

Considérant que le permis d'urbanisme a été notifié à la commune en date du 17 février 2015;

Considérant qu'un budget de 1.308.001 € a été inscrit au budget extraordinaire 2015 pour la restauration des vitraux de l'Hôtel communal;

Considérant que ce projet pourrait bénéficier d'un subside de 1.046.401 € financé par le Ministère de la Région de Bruxelles-capitale,

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2015/013 régissant le marché;

Considérant que le mode de passation du marché serait l'appel d'offres ouvert;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 mai 2015;

DECIDE :

1. D'approuver le projet de restauration des vitraux de l'hôtel communal de Schaerbeek ;
2. de passer le marché par appel d'offres ouvert ;
3. de fixer les conditions du marché reprises dans le cahier spécial des charges dont références Scha/Infra/2015/ 013, déposé au dossier ;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le Bulletin des Adjudications
5. d'imputer la dépense, estimée à 1.308.001 € TVAC, révision des prix et marge pour imprévus incluses, à l'article 104/ 724 -60/ -/51 du budget extraordinaire de 2015
6. de financer la dépense par le subside régional fixé à 1.046.401 € et la part communale par l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur; Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 april 1995 houdende bescherming als monument van de totaliteit van het gemeentehuis van Schaerbeek;

Gelet op het Collegebesluit van 28 december 2012 houdende aanduiding van een studiebureau belast met het opmaken van het bijzonder bestek betreffende de volledige restauratie van de glas-in-lood-ramen van het Gemeentehuis;

Gelet op de principebelofte voor toekenning van toelagen vanwege het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie der Monumenten en Landschappen;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning op 17 februari 2015 aan de gemeente werd betekend;

Overwegende dat een budget van 1.308.001 € werd ingeschreven op de buitengewone begroting over 2015 voor de restauratie van de glas-in-loodramen van het Gemeentehuis;

Overwegende dat het project zou kunnen genieten van een toelage van 1.046.401 €, gefinancierd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/013 dat de opdracht regelt;

Overwegende dat de opdracht zou worden gegund bij open offerteaanvraag;

Gelet op het Collegebesluit van 12 mei 2015;

BESLUIT

1. het restauratieproject van de glas-in-loodramen van het gemeentehuis van Schaarbeek goed te keuren
2. de opdracht te gunnen bij open offerteaanvraag;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te leggen, zoals opgenomen in het bij het dossier gevoegde bijzonder bestek met referentie Scha/Infra/2015/013;
4. de tekst van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht goed te keuren;
5. de uitgave, geraamd op 1.308.001 € BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 104/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015, prijsherziening en marge voor onvoorziene omstandigheden inbegrepen;
6. de kosten te financieren met de gewestsubsidie vastgesteld op 1.046.401 € en het gemeentelijke aandeel met een lening.

Voirie ==- Wegen

SP 32.- Aménagement de zones 30 sur le territoire communal - Mission d'étude et de direction des travaux - Etudes supplémentaires - Pour information ==- Inrichting van zones 30 op het gemeentelijk grondgebied - Overeenkomst voor studie en leiding der werken - Bijkomende studies - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 12 abstention(s). ==- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 12 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 12 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 - en particulier son article 7 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'article 42 du cahier général des charges;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 12 février 2008 par laquelle il décide :

1. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, pour la mission d'étude et direction des travaux en vue de l'aménagement de zones 30 sur la commune de Schaarbeek, aux conditions du cahier spécial des charges 2008/023 ;
2. d'approuver la liste des bureaux à consulter ;
3. d'imputer la dépense estimée à 80.000€ tva incluse, à l'article 421/733-IN 60/53 du budget extraordinaire de 2008;
4. de financer la dépense au moyen de l'emprunt ;
5. de soumettre pour information le dossier au Conseil communal lors de sa séance du 20 février 2008.

Vu sa délibération du 20 février 2008 par laquelle il prend pour information la décision du Collège du 12 février 2008 ;

Vu la décision du Collège du 15 avril 2008 par laquelle il désigne le bureau d'études/adjudicataire pour un montant de 80.000 € tva ;

Vu la décision du Collège du 22 mai 2012 par laquelle il décide :

1. d'approuver la réalisation d'études supplémentaires dans le quartier de Helmet à confier au bureau d'Etudes adjudicataire;
2. d'approuver la dépense supplémentaire de 7.524,54 € tvac (soit - de 10% du marché initial);
3. d'imputer la dépense sur un crédit sollicité en MB2 de 2012 à l'article 922/733-CQ-60/07;
4. de financer la dépense au moyen de l'emprunt.

Considérant qu'en cours de réalisation de l'étude Helmet, un levé topographique supplémentaire du périmètre délimité par l'avenue Desenfans et la chaussée de Helmet d'un montant de 1.815€ s'est révélé nécessaire;

Vu la décision du Collège du 12 mai 2015, par laquelle il décide :

1. d'approuver la dépense supplémentaire de 1.815€ relative au levé topographique;
2. d'imputer la dépense à l'article 421/733-IN-60/53-2008 et 922/733-CQ-60/07/2012 du budget extraordinaire;
3. d'arrêter le décompte final de l'entreprise à la somme de 89.339,54€ tvac;
4. de financer la dépense au moyen de l'emprunt.

Considérant que le total des dépenses supplémentaires s'élève à 9.339,54€ tvac et dépasse de + de 10% le montant du bon commande initial;

PREND POUR INFORMATION :

la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mai 2015.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 12 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op artikel 42 van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Collegebesluit van 12 februari 2008 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de dienstenopdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, betreffende de studie en de leiding der werken betreffende de aanleg van zones 30 in de Gemeente Schaarbeek, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek 2008/023;
2. goedkeuring van de lijst van de te raadplegen firma's;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 80.000 € - BTW inbegrepen, op artikel 421/733-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2008;
4. financiering van de kosten met een lening;
5. voorlegging van het dossier ter informatie aan de gemeenteraad van 20 februari 2008

Gelet op het raadsbesluit van 20 februari 2008, nemende ter informatie het collegebesluit van 12 februari 2008;

Gelet op het collegebesluit van 15 april 2008, houdende aanduiding van het studiebureau / de opdrachtnemer voor een bedrag van 80.000€ btw;

Gelet op het collegebesluit van 22 mei 2012 houdende:

1. goedkeuring van de uitvoering van bijkomende studies in de wijk Helmet, toe te vertrouwen aan het aangeduide studiebureau;
2. goedkeuring van de bijkomende uitgave van 7.524,54€ btw (hetzij minder dan 10% van de oorspronkelijke opdracht);
3. aanrekening van de uitgave op een krediet aangevraagd bij begrotingswijziging (BW) 2 van 2012 op artikel 922/733-WC-60/07
4. financiering van de kosten met een lening;

Overwegende dat tijdens de uitvoering van de studie Helmet een bijkomende topografische opmeting noodzakelijk is gebleken, van de zone afgebakend door de Desenfanslaan en de Helmetsesteenweg, voor een bedrag van 1.815 €

Gelet op het collegebesluit van 12 mei 2015, houdende:

1. goedkeuring van de bijkomende uitgave van 1.815 € voor de topografische opmeting;
2. aanrekening van de uitgave op de artikels 421/733-IN-60/53-2008 en 922/733-WC-60/07/2012 van de buitengewone begroting;
3. vaststelling van de eindafrekening van de aanneming op de som van 89.339,54 € btwi
4. financiering van de kosten met een lening;

Overwegende dat het totaal van de bijkomende uitgaven 9.339,54 € btwi belooft en met meer dan 10% het bedrag van de oorspronkelijke bestelbon overschrijdt
NEEMT TER INFORMATIE:

Het bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en schepenen van 12 mei 2015.

SP 33.- Réaménagement de la rue Potagère - Participation financière - Convention entre la commune de Saint-Josse-ten-Noode et la commune de Schaerbeek - Approbation --- Heraanleg van de Warmoesstraat - Financieel aandeel - Contractontwerp tussenkomsten van de gemeenten Sint-Joost-ten-Node en Schaarbeek - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 20 décembre 2011 par laquelle il approuve le réaménagement du tronçon de la rue Potagère situé sur le territoire de Schaerbeek, en continuation des travaux réalisés sur le territoire de Saint-Josse-Ten-Noode et marque son accord sur la prise en charge du coût des travaux;

Vu sa délibération du 18 janvier 2012, par laquelle il a pris pour information la décision du Collège du 20 décembre 2011;

Considérant que la somme de 69.000€ tva a été engagée sur l'article 421/735-IN60/53 du budget extraordinaire de 2011;

Vu la convention approuvée par le Conseil communal de Saint-Josse-Ten-Noode en séance du 30 mai 2012, laquelle nous a été transmise en date du 4 mai 2015;

Vu le procès-verbal de réception provisoire du 6 novembre 2012;

Vu le décompte final approuvé par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 25 novembre 2013;

Considérant que la quote-part finale à charge la Commune de Schaerbeek s'élève à 69.173,05 € tva, étude et révision comprises;

DECIDE :

1. D'approuver la convention précisant les limites d'intervention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Commune de Schaerbeek.
2. De prendre acte du montant total du coût des travaux à prendre en charge, soit 69.173,05 € tva, étude et révision comprises.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het collegebesluit van 20 december 2011 houdende goedkeuring van de heraanleg van het gedeelte van de Warmoesstraat gelegen op het gemeentegebied van Schaarbeek, in voorzetting van de uitgevoerde werken op het gemeentegebied van Sint-Joost-Ten-Noode en de kosten van de werken ten laste neemt.

Gelet op het raadsbesluit van 18 februari 2012, waarbij het collegebesluit van 20 december 2011 ter informatie genomen wordt;

Overwegende dat de som van 69.000€ btwi werd aangerekend op het artikel 421/735-IN60/53 van de buitengewone begroting over 2011;

Gelet op de conventie goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-Ten-Noode in zitting van 30 mei 2012, en die ons overgemaakt werd op 4 mei 2015; Gelet op het proces-verbaal van voorlopige oplevering van 6 november 2012; Gelet op de eindafrekening, goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-Ten-Noode op datum van 25 november 2013;

Overwegende dat het aandeel ten laste van de gemeente Schaarbeek, 69.173,05 €- btwi bedraagt, studie en herziening inbegrepen;

BESLUIT :

1. de conventie die de grenzen aanduidt van de tussenkomst, tussen de gemeente Sint-Joost-Ten-Noode en de gemeente Schaarbeek, goed te keuren;
2. akte te nemen van het totaal bedrag van de te lasten te nemen kosten van de werken, namelijk 69.173,05 €- btwi, studie en herziening inbegrepen.

Urbanisme == Stedenbouw

SP 34.- ASBL Maison Autrique - Convention - Approbation == VZW Maison Autrique - Overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du

règlement relatif aux subventions communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux

articles 2, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales;

Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune;

DECIDE

d'approuver la convention entre la Commune de Schaerbeek et l'ASBL "Maison Autrique"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van

sommige betoelagingen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 tot goedkeuring van het reglement

betreffende de gemeentelijke betoelagingen en tot toepassing van de

controleprocedures op de begunstigden van een betoelaging van minstens 3.000€;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 tot aanneming van de wijziging van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke betoelaging

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 tot

aanneming van de wijziging van de artikelen 2, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke betoelagingen;

Gelet op het artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies

dat bepaalt dat elke vereniging

die een subsidie ontvangt, een samenwerkingsovereenkomst met de Gemeente moet ondertekenen;

BESLUIT

De overeenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en de VZW " Maison Autrique " goed te keuren.

Contrats de quartier ==- Wijkcontracten

SP 35.- Contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat - Opération commerces - Modification règlement d'octroi des primes à la rénovation des devantures commerciales - Approbation ==- Duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat - Operatie handelszaken - Wijziging van het reglement voor de toekenning van premies voor de renovatie van commerciële uitstalramen - Goedkeuring

Monsieur le Bourgmestre expose

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine. ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de cette ordonnance ;
Vu L'approbation du 23 décembre 2011 par l'Exécutif du programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat;
Vu l'approbation du 23 décembre 2013 par l'Exécutif de la modification de programme.

Considérant que l'opération de valorisation et d'embellissement du noyau commercial de la rue Josaphat constitue l'opération 2.2 de ce programme ;
Considérant que cette opération consiste à mettre en place des mesures de primes à la rénovation des devantures commerciales.

Considérant les missions de management du noyau commercial et d'accompagnement technique et administratif des commerçants pour les projets de rénovation des devantures sont confiées à un prestataire extérieur (marché confié à l'Association pour le Management de Centre Ville) ;

Considérant que les dossiers de demande de primes sont examinés par un comité d'avis dont la liste des membres est définie dans le présent règlement.

Considérant la première version du règlement d'octroi des primes approuvée par le Conseil communal en date du 24 septembre 2014.

Considérant la nécessité de revoir le règlement d'octroi des primes afin de mieux correspondre à la capacité financière des commerçants

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 19 mai 2015 ;
DECIDE :

1. D'approuver la modification au règlement d'octroi des primes à la rénovation des devantures commerciales annexé à la présente délibération;
2. De prendre acte de la subvention de cette opération à concurrence de 100% par la Région de Bruxelles Capitale dans le cadre du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat ;
3. D'autoriser le collège à engager les sommes correspondantes aux versement des primes en fonction des dossiers individuels déposés par les commerçants et du solde disponible à l'article budgétaire n°930/122-CQ-02/08 inscrit à cet effet au budget ordinaire 2015 ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering;
Gelet het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 houdende de uitvoering van deze ordonnantie;
Gelet op de goedkeuring van 23 december 2011 van het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat door de Executieve;
Gelet op de goedkeuring van de programmawijziging door de Executieve op 23 december 2013.

Overwegende dat de operatie voor de herwaardering en verfraaiing van de handelskern van de Josaphatstraat de operatie 2.2 van dit programma vormt;
Overwegende dat deze operatie bestaat uit het opzetten van premies voor de renovatie van handelsuitstalramen.

Overwegende dat de opdrachten voor management van de handelskern en technische en administratieve begeleiding van de handelaars voor de projecten van renovatie van de uitstalramen worden toevertrouwd aan een externe aannemer (opdracht toevertrouwd aan het Centrummanagement);

Overwegende dat de dossiers voor het aanvragen van de premies zullen worden onderzocht door een adviescomité waarvan de ledenlijst wordt bepaald in onderhavig reglement.

Overwegende dat de eerste versie van het reglement voor de toekenning van de premies op 24 september 2014 werd goedgekeurd door de gemeenteraad;
Overwegende dat het noodzakelijk is om het reglement voor de toekenning van premies te herzien teneinde het beter te laten overeenstemmen met de financiële middelen van de handelaars;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 19 mei 2015;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 09 september 2014;

BESLIST

1. de wijziging van het reglement voor de toekenning van premies voor de renovatie van commerciële uitstalramen, in bijlage bij onderhavige beraadslaging gevoegd, goed te keuren;
2. akte te nemen van de subsidiëring van deze operatie ten bedrage van 100% door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen -Josaphat;
3. het College toestemming te verlenen om de sommen die overeenstemmen met de stortingen van de premies in functie van de individuele dossiers ingediend door de handelaars en het beschikbaar saldo te boeken op het begrotingsartikel nr. 930/122-CQ-02/08 dat hiertoe is ingeschreven op de gewone begroting 2015 ;

SP 36.- Contrat de Quartier Durable Coteaux-Josaphat - Démolition reconstruction du 81 rue Josaphat - Fixation du mode de passation et des conditions du marché de travaux - Approbation ==- Wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat - Afbraak heropbouw van het nr. 81 Josaphatstraat - Bepaling van de gunningswijze en de voorwaarden voor de opdracht voor werken - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de

fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et

aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics

et des concessions de travaux publics ;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010, organique de la revitalisation des quartiers;

Vu l'approbation du 23 décembre 2011 par l'Exécutif du programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat;

Considérant que la démolition reconstruction de l'immeuble sis 81 rue Josaphat constitue l'opération 5.1-5.2 du programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat.

Considérant qu'il convient de confier ces travaux à une entreprise et vu que le coût de ces travaux est

estimé à 571278, 71 € TVAC, il est proposé de passer ce marché de travaux par adjudication publique ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région et le SPF Mobilité et Transports à

concurrence de 100% ;

Vu le cahier des charges SCHAE / INFRA / 2015 / CQDJO/5.1-5.2 dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 19 mai 2015 ;

DECIDE :

1. D'approuver le cahier des charges SCHAE / INFRA / 2015 / CQDJO/5.1-5.2 ;
2. De passer le marché de travaux à confier à une entreprise par adjudication publique, aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges SCHAE / INFRA / 2015 / CQDJO/5.1-5.2 ;

3. D'approuver l'avis de marché ;
4. De publier l'avis de marché au Bulletin des adjudications ;
5. D'imputer la dépense de 571 278, 71 € à l'article 922/723-60/08 du budget extraordinaire 2015 ;
6. De prendre acte de la subvention à concurrence de 100% dans le cadre du contrat de quartier durable « Coteaux-Josaphat » ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 dat de algemene regels vastlegt voor de overheidsopdrachten en de gunning van openbare werken;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 betreffende de stadshernieuwing;

Gelet op de goedkeuring van 23 december 2011 van het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat door de Executieve;

Overwegende dat de afbraak heropbouw van het gebouw gelegen op het nr. 81 Josaphatstraat de operatie 5.1-5.2 van het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat vormt;

Overwegende dat het passend is deze werken te gunnen aan een onderneming en gezien de kost voor deze werken wordt geraamd 571278, 71 € BTWI, wordt voorgesteld om deze opdracht voor werken te gunnen via een openbare aanbesteding;

Overwegende dat de ganse operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest en de FOD Mobiliteit en Vervoer ten bedrage van 100%;

Gelet op het bestek SCHAE / INFRA / 2015 / CQDJO/5.1-5.2 dat hiertoe werd opgesteld;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2015;
BESLIST:

1. Het bestek SCHAE / INFRA / 2015 / CQDJO/5.1-5.2 goed te keuren;
2. De opdracht voor werken te gunnen aan een onderneming via openbare aanbesteding, aan de voorwaarden vastgelegd in het bijzonder bestek SCHAE / INFRA / 2015 / CQDJO/5.1-5.2;
3. De aankondiging van opdracht goed te keuren;
4. De aankondiging van opdracht te publiceren in het bulletin der aanbestedingen;
5. De uitgave van 571 278, 71 € te boeken op artikel 922/723-60/08 van de buitengewone begroting 2014;
6. Akte te nemen van de subsidiëring ten bedrage van 100% in het kader van het duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen-Josaphat";

POINTS EN URGENCE ==- PUNTEN IN SPOED

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

PPU -Educatuers de rue ==- PSP - Straathoekwerkers

SP 81.- Programme de Prévention Urbaine - Educatuers de rue - Projet "jeu de rôles" (équipe 58 et Gaucheret) - Approbation ==- Programma voor Stadspreventie - Straathoekwerkers - Ontwerp "rollenspel" (Ploeg 58 en Gaucheret) - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale,
Vu les articles 117 et 123,
Considérant que le Service éducateurs de rue organise des projets collectifs à l'attention du public jeunesse de Schaerbeek.
Considérant que dans le cadre de ces projets collectifs le service est amené à travailler avec le réseau de partenaires locaux.
Considérant qu'il est nécessaire de définir les limites et ressources de chacune des parties dans le cadre de cette collaboration.
DECIDE :
D'approuver sur décision du Collège du 26 mai la signature de la convention avec l'AMO « Atmosphère ».

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gezien de nieuwe gemeentewet,
Gezien de artikelen 117 en 123,
Overwegend dat de dienst Straathoekwerkers gemeenschapsprojecten organiseert ter attentie van de jongeren uit Schaerbeek.
Overwegend dat, in kader van hun gemeenschapsprojecten, de dienst genoodzaakt is om met partners uit het lokale netwerk samen te werken.
Overwegend dat het noodzakelijk is om in het kader van deze samenwerking de limieten en de beschikbare middelen van iedere partij te definiëren.
BESLUIT :
op basis van de beslissing van het college van 26 mei, de ondertekening van de conventie met "AMO Atmosphère" goed te keuren.

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -==- SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

Classes moyennes -==- Middenstand

SP 82.- Projet de reconnaissance du quartier commerçant "Brabant" en zone touristique - Approbation -==- Ontwerp voor de herkenning van de handelswijk "Brabant" als toeristische zone - Goedkeuring

Monsieur Noël expose le point

Monsieur Bernard, Madame Durant, Monsieur Goldstein, Monsieur van den Hove, Madame Vriamont et Monsieur Verzin interviennent

Monsieur Noël répond

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 31 voix contre 1 et 12 abstention(s). -==- Besloten, met 31 stem(men) tegen 1 en 12 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 1 et 12 abstention(s).

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 117,
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 19 mai 2015,
Vu que la base légale de cette reconnaissance comme zone touristique a entre-temps été intégrée dans la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services (les termes « heures d'ouverture » couvrant dans ce sens tant la question de heures de fermeture obligatoires des magasins que la question du repos hebdomadaire) ;
Vu que la loi « relative aux heures d'ouverture » de 2006 fixe maintenant en un seul texte pour les commerces et les artisans :

1. les principes en matière d'heures de fermeture obligatoires,
2. les principes en matière de repos hebdomadaire,
3. les possibilités de déroger aux principes cités aux points 1) et 2) ;

Vu que l'obligation de respecter le repos hebdomadaire dans le commerce, l'artisanat et les services signifie notamment que « l'accès du consommateur à l'unité d'établissement, la vente directe de produits ou de services au consommateur et les livraisons à domicile sont interdits pendant une période ininterrompue de vingt-quatre heures commençant le dimanche à 5 heures ou à 13 heures et se terminant le lendemain à la même heure » (art. 8 de la loi du 10 novembre 2006).

Vu que pour déroger à l'obligation de repos hebdomadaire dans le commerce, l'artisanat et les services, la commune de Schaerbeek se base actuellement sur l'article 15 de la loi du 10 novembre 2006. Or, "ces dérogations ne peuvent porter sur plus de quinze jours par an" (art. 15, al. 2 de la loi du 10 novembre 2006).

Considérant que la reconnaissance comme "centre touristique" au sens de l'article 17 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services donnera une plus grande marge de manœuvre aux commerçants désirant déroger aux obligations en matière d'heures de fermeture et de repos hebdomadaire dans le commerce, l'artisanat et les services. Cette faculté permettra, conjointement aux autres actions entreprises par la Commune de Schaerbeek, de participer à la redynamisation de son premier noyau commercial ;

Vu que le dossier comprend la preuve que le périmètre délimité dans le dossier satisfait cumulativement aux conditions de l'arrêté royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10 novembre 2006 :

1. l'accueil touristique est assuré par un organisme agréé par les autorités compétentes en matière de tourisme, ou par ces autorités elles-mêmes;
2. le tourisme est d'une importance primordiale pour l'économie de la commune ou de la partie de la commune;
3. il y a une affluence de touristes qui y séjournent ou y sont de passage en raison de l'existence d'attractions touristiques ;

Vu que, plus particulièrement, le dossier introduit prouve :

- que le tourisme est d'une importance primordiale pour l'économie de la commune de Schaerbeek;
- qu'il y a une affluence de touristes qui y séjournent ou y sont de passage en raison de la présence de nombreux commerces rue du Brabant et environs ;

Vu que pour apporter cette preuve, les renseignements suivants sont fournis dans le dossier à envoyer au Ministre :

1. la localisation et la description sommaire de l'entité communale d'un point de vue géographique
2. le plan précis et détaillé de la zone géographique;
3. dans le cas du tourisme de séjour une description des possibilités d'hébergement ainsi que le nombre de nuitées enregistrées au cours des trois années qui précèdent celle de la demande; la répercussion du tourisme sur la vie économique de l'entité communal ;
4. l'influence du tourisme sur l'emploi ;

Vu que le repos dominical est le principe et le fondement de la législation belge sur le travail et sur les heures d'ouverture, reflétant l'importance des valeurs liées à la vie familiale et à l'exercice notamment le dimanche d'activités sportives et culturelles.

Vu que les modes et les rythmes de vie ont toutefois considérablement évolué ces dernières années (avec pour preuve l'explosion du commerce digital qui se fait à toute heure du jour et de la nuit, tous les jours de la semaine). Outre la majorité des très grandes villes européennes, d'autres grandes villes belges, comme Liège et Anvers, ont permis, sur un territoire délimité, de déroger aux règles en matière de repos hebdomadaire. Ces villes répondent ainsi aux attentes non seulement de la grande majorité de leurs habitants mais surtout des nombreux touristes et visiteurs.

Vu que dans ce contexte et afin de faire face également à cette nouvelle concurrence, la commune de Schaerbeek se doit de défendre la position d'un axe touristique comme destination shopping tant d'un point de vue national qu'international.

Vu que de cette manière, la Commune permet un accroissement du chaland, de l'activité économique et donc de l'emploi.

Vu que et tenant compte de ce qui précède, le Conseil communal adopte ce qui suit:

- la demande de reconnaissance du périmètre délimité par la place Liedts et les rues Allard et Dupont, en les y incluant, comme zone touristique sur la base de l'article 17, deuxième alinéa de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services et de l'arrêté royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services :
 1. la place Liedts,
 2. la rue de Brabant,
 3. la rue Gallait jusqu'au croisement de la rue Rubens ;
- le dossier de demande de reconnaissance comme zone touristique est adopté.
- le dossier en question au point 2 est transmis au Ministre des Classes Moyennes, par envoi recommandé.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 1 en 12 onthouding(en).

Gezien de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder zijn artikelen 117,
Gezien het besluit van het college van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2015,

Gezien het feit dat de juridische basis van deze erkenning als toeristische zone nu opgenomen is in de wet van 10 november 2006 betreffende de openingstijden in de handel, ambacht en dienstverleningen (de termen « openingstijden » houden de verplichte sluitingstijden van de winkels en de verplichte rustdag in).

Gezien dat de wet « betreffende de openingsuren » van 2006 nu vastgelegd wordt in één tekst voor de handelaars en de ambachtslieden:

1. de principes betreffende de verplichte sluitingsuren,
2. de principes betreffende de verplichte rustdag,
3. de mogelijkheden om af te wijken van de principes van punt 1) en 2);

Gezien de verplichting om de wekelijkse rustdag te respecteren in de handel, ambacht en diensten betekent in het bijzonder dat « de toegang van de consument tot het etablissement, de directe verkoop van producten of diensten aan de consument en de leveringen aan huis verboden zijn gedurende een ononderbroken periode van vierentwintig uren beginnend op zondag om 5 uur of 13uur en eindigend de volgende dag op hetzelfde uur » (art. 8 van de wet van 10 november 2006).

Gezien de mogelijkheid om af te wijken van de verplichte rustdag in de handel, ambacht en diensten baseert de gemeente Schaarbeek zich op artikel 15 van de wet van 10 november 2006. Echter, « deze uitzonderingen mogen de vijftien dagen per jaar niet overschrijden » (art. 15, al. 2 van de wet van 10 november 2006). Overwegende dat de erkenning als « toeristische zone » in de zin van artikel 17 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingstijden in de handel, ambacht en diensten zal meer flexibiliteit geven aan de handelaars die willen afwijken aan de verplichtingen betreffende de sluitingstijden en de wekelijkse rustdag in de handel, ambacht en diensten. Deze faculteit zal, samen met andere acties van de gemeente Schaarbeek, toestaan om deel te nemen aan de revitalisering van de eerste commerciële kern;

Gezien het dossier het bewijs bevat dat de gedefinieerde omtrek in het dossier cumulatief voldoet aan de eisen van het koninklijke besluit van 16 juni 2009 artikel 17 uitvoerende, tweede alinea, van de wet van 10 november 2006:

1. het toeristische onthaal wordt verzekerd door een organisme goedgekeurd door de bevoegde autoriteiten met betrekking tot toerisme, of door de autoriteiten zelf;
2. het toerisme is van groot belang voor de economie van de gemeente of een deel van de gemeente;
3. er is een toestroom van toeristen die er verblijven of op doorreis zijn vanwege het bestaan van toeristische attracties;

Gezien, in het bijzonder, het ingediende dossier bewijst:

- dat het toerisme van groot belang is voor de economie van de gemeente Schaarbeek;
- dat er een toestroom van toeristen die er verblijven of op doorreis zijn vanwege de aanwezigheid van tal van winkels in de Brabantstraat en omstreken;

Gezien om een dergelijk bewijs te leveren, de volgende inlichtingen worden verstrekt in het dossier voor de Minister:

1. de locatie en de korte beschrijving van de gemeentelijke entiteit van een geografisch perspectief;
2. het nauwkeurige en gedetailleerde plan van de geografische zone;
3. op gebied van verblijfstoerisme, een beschrijving van de logiesmogelijkheden alsook het aantal geregistreerde overnachtingen in de drie jaar voorafgaand aan de aanvraag; de impact van het toerisme op de economie van de gemeentelijke entiteit;
4. de invloed van het toerisme op de werkgelegenheid;

Gezien de rustdag op zondag het principe en het fundament van de Belgische wetgeving op de arbeid en op de openingstijden is, reflecterend het belang van de waarden gebonden aan het gezinsleven en de uitoefening van sportieve en culturele activiteiten op zondag.

Gezien de levenswijze en het levensritme aanzienlijk geëvolueerd zijn de laatste jaren (met als bewijs de explosie van de digitale handel uitgevoerd op elk moment van de dag of nacht, elke dag van de week). Naast de meerderheid van de zeer grote Europese steden hebben andere grote Belgische steden zoals Luik en Antwerpen toegestaan, op een afgebakend gebied, af te wijken van de regels op gebied van wekelijkse rustdag. Deze steden voldoen zo aan de verwachtingen, niet alleen van de grote meerderheid van hun bevolking, maar vooral van de vele toeristen en bezoekers.

Gezien in deze context en ook om het hoofd te bieden aan deze nieuwe concurrentie moet de gemeente Schaarbeek de positie van een toeristische as verdedigen als shoppingbestemming zowel uit een nationaal als internationaal perspectief.

Gezien op deze manier, de gemeente zorgt voor een toename van klanten, economische activiteit en dus werkgelegenheid.

Gezien het feit en rekeninghoudend met het bovenstaande, keurt de gemeenteraad het volgende goed:

- de aanvraag van erkenning van de perimeter afgegrensd door het Liedtsplein en de Allard- en Dupontstraat, door hen toe te voegen, als toeristische zone op basis van artikel 17, tweede alinea van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingstijden in de handel, ambacht en diensten en van het koninklijke besluit van 16 juni, artikel 17 uitvoerende, tweede alinea van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingstijden in de handel, ambacht en diensten:
 1. Liedtsplein,
 2. Brabantstraat,
 3. Gallaitstraat tot de kruising met de Rubensstraat;
- het aanvraagdossier als toeristische zone is goedgekeurd.
- het dossier in kwestie in punt 2 wordt overgedragen aan de Minister van Middenstand, per aangetekend schrijven.

ENSEIGNEMENT COMMUNAL -== GEMEENTELIJK ONDERWIJS

SP 83.- ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SPECIALISE - Transformation des types d'enseignement spécialisé organisés à l'Ecole La Vallée -== BUITENGEWOON LAGER ONDERWIJS - Transformatie van de types van buitengewoon onderwijs op de school La Vallée

**Monsieur De Herde expose le point
Madame Durant, Monsieur Verzin, Madame Lorenzino et Madame Onkelinx
interviennent
Monsieur De Herde répond**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -== De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu le Décret du 3 mars 2004 organisant l'Enseignement spécialisé en Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles),

Vu la nouvelle loi communale,

Considérant que la langue d'enseignement dans l'établissement est le français,
Considérant que le Département de l'Enseignement communal réalisera les démarches administratives nécessaires auprès de la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles) pour valider ce changement,
Considérant la nécessité d'améliorer l'offre scolaire en matière d'enseignement spécialisé sur le territoire de la Commune de Schaerbeek,
Considérant la qualité du projet pilote proposé par l'École La Vallée répondant aux enfants présentant des besoins spécifiques en matière relationnelle (tendance autistique),
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins du 12 mai 2015,
DECIDE
de modifier les types d'enseignement organisés au sein de l'École La Vallée (types 1 et 8) en transformant progressivement l'enseignement spécialisé de type 8 en enseignement spécialisé de type 2 tout en maintenant l'enseignement de type 1 et ce, à partir du 1er septembre 2015

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het decreet van 3/3/2004 waarbij het buitengewone basisonderwijs in de Franse Gemeenschap,
Gelet op de nieuwe gemeentewet,
Aangezien de gebruikte taal in de school Frans is,
Aangezien de afdeling gemeentelijke onderwijs de administratieve stappen bij de Franse gemeenschap zal ondernemen om deze verandering geldig te laten verklaren.
Gezien het nood om het aanbod buitengewone onderwijs te versterken in het gemeente Schaerbeek,
Gezien het kwaliteit van dit experimenteel project voor kinderen met specifieke noden (onder anderen bv. autisme),
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12/05/2015,
BESLUIT :
het type buitengewone onderwijs geleidelijk te wijzigen van een type 8 naar een type 2, terwijl type 1 wordt behouden, en dit vanaf 1/9/2015.

* * * * *

Après le point 83 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants -- Na het punt 83 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs; M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme-mevr. Cécile Jodogne, M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, M.-h. Bram Gilles, Mme-mevr. Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANNONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	2-6, 10-21, 26, 28-31, 33-36, 81, 83	22, 32	9, 82
BERNARD CLERFAYT	0	0	0
VINCENT VANHALEWYN	0	0	0
BERNARD GUILLAUME	0	0	0
DENIS GRIMBERGHS	0	0	0
FREDERIC NIMAL	0	0	0
ETIENNE NOEL	0	0	0
SAÏT KÖSE	0	0	0
SADIK KÖKSAL	0	0	0
MICHEL DE HERDE	0	0	0
MOHAMED EL ARNOUKI	—	—	—
ADELHEID BYTTEBIER	0	0	0
GEORGES VERZIN	0	0	0
JEAN-PIERRE VAN GORP	0	-	-
CÉCILE JODOGNE	0	0	0
EMIN OZKARA	0	-	-
LAURETTE ONKELINX	0	-	-
ISABELLE DURANT	0	0	0
HALIS KÖKTEN	—	—	—
IBRAHIM DÖNMEZ	0	-	-
DERYA ALIC	0	-	-
MAHINUR OZDEMIR	0	0	0
FILIZ GÜLES	0	0	0
ABOBAKRE BOUHJAR	0	-	-
YVAN DE BEAUFFORT	0	0	0
ANGELINA CHAN	—	—	—
MOHAMED REGHIF	0	0	0
MOHAMED ECHOUEL	0	0	0
YVES GOLDSTEIN	0	-	-
HASAN KOYUNCU	0	-	-
CATHERINE MOUREAUX	0	-	-
DÖNE SÖNMEZ	0	-	-
JAMILA SANHAYI	0	-	-
SOPHIE QUERTON	0	0	0
DEBORA LORENZINO	0	0	0
BURIM DEMIRI	0	0	0
AXEL BERNARD	0	0	N
SEYDI SAG	0	0	0
LORRAINE DE FIERLANT	0	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	0	0	0
JOËLLE VAN ZUYLEN	0	0	0
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0	0
BARBARA TRACHTE	0	0	0
BERRIN SAGLAM	0	0	0
BRAM GILLES	0	0	0
ASMA METTIOUI	0	0	0
THOMAS ERALY	0	0	0
BERNADETTE VRIAMONT	0	-	-
OUI-JA	44	32	31
NON-NEEN	0	0	1
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	12	12

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	25	27
BERNARD CLERFAYT	0	0
VINCENT VANHALEWYN	0	0
BERNARD GUILLAUME	0	0
DENIS GRIMBERGHS	0	0
FREDERIC NIMAL	0	0
ETIENNE NOEL	0	0
SAÏT KÖSE	0	0
SADIK KÖKSAL	0	0
MICHEL DE HERDE	0	0
MOHAMED EL ARNOUKI	—	—
ADELHEID BYTTEBIER	0	0
GEORGES VERZIN	0	0
JEAN-PIERRE VAN GORP	0	-
CÉCILE JODOGNE	0	0
EMIN OZKARA	0	-
LAURETTE ONKELINX	0	-
ISABELLE DURANT	0	0
HALIS KÖKTEN	—	—
IBRAHIM DÖNMEZ	0	-
DERYA ALIC	0	-
MAHINUR OZDEMIR	0	0
FILIZ GÜLES	0	0
ABOBAKRE BOUJAR	0	-
YVAN DE BEAUFFORT	0	0
ANGELINA CHAN	—	—
MOHAMED REGHIF	0	0
MOHAMED ECHOUEL	0	0
YVES GOLDSTEIN	0	-
HASAN KOYUNCU	0	-
CATHERINE MOUREAUX	0	-
DÖNE SÖNMEZ	0	-
JAMILA SANHAYI	0	-
SOPHIE QUERTON	0	0
DEBORA LORENZINO	0	0
BURIM DEMIRI	0	0
AXEL BERNARD	0	-
SEYDI SAG	0	0
LORRAINE DE FIERLANT	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	0	0
JOËLLE VAN ZUYLEN	0	0
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0
BARBARA TRACHTE	0	0
BERRIN SAGLAM	0	0
BRAM GILLES	0	0
ASMA METTIOUI	0	0
THOMAS ERALY	0	0
BERNADETTE VRIAMONT	-	-
OUI-JA	43	31
NON-NEEN	0	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	1	13

RÉSULTAT DES VOTES ANONYMES – UITSLAG VAN ANONIEME BESTEMMINGEN

NUMÉRO DU POINT/ PUNT NUMMER	OUI/ JA	NON/ NEE	ABSTENTION/ ONTHOUDING
23	41	0	1
40	23	7	1

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX (MOTION) -
-- PUNT(EN) OPGETEKENT OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN (MOTIE)

SP 37.- *** CE POINT EST RETIRE***** Le partenariat de libre-échange avec les Etats Unis (Motion de Madame Catherine MOUREAUX) -- ***** DIT PUNT WORDT INGETROKKEN***** Het partnership voor vrije-uitwisseling met de Verenigde Staten (Motie van Mevrouw Catherine MOUREAUX)**

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

SP 38.- ***CE POINT EST RETIRE***** Le partenariat transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (Motion de Monsieur Axel BERNARD) -- ***** DIT PUNT WORDT INGETROKKEN***** Het transatlantisch partnership op de Handel en de Investerings tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika (Motie van de heer Axel BERNARD)**

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

SP 39.- *** CE POINT EST RETIRE***** Le PCDD 2021 et les menaces que fait peser le projet de TTIP sur ce plan (Motion de Madame Isabelle DURANT) -- ***** DIT PUNT WORDT INGETROKKEN***** Het GDOP 2021 en de bedreigingen die het project TTIP doet ontstaan op dit plan (Motie van Mevrouw Isabelle DURANT)**

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

SP 40.- Les projets d'accords que sont le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), le CETA (Comprehensive Trade and Economic Agreement) et le TiSA (Trade in Services Agreement) et leurs conséquences sur les entités locales (Motion de Monsieur Axel BERNARD) -- De akkoordontwerpen van de TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), het CETA (Comprehensive Trade and Economic Agreement) en het TiSA (Trade in Services Agreement) en hun gevolgen op de plaatselijke eenheden (Motie van de heer Axel BERNARD)

Monsieur Bernard expose sa motion
Madame Moureaux et Madame Durant interviennent
Madame Querton intervient et dépose un amendement
Monsieur Verzin, Madame Ozdemir et Monsieur Verzin interviennent
Monsieur Goldstein et Madame Onkelinx interviennent

* * * * *

Monsieur Echouel quitte la séance -- De heer Echouel verlaat de vergadering

* * * * *

Vote à mains levées sur l'amendement déposé par Madame Querton --
Stemming met handopsteken op het amendement van Mevrouw Querton :
22 voix pour, 20 voix contre et 1 abstention -- 22 stemmen voor, 20 stemmen tegen en 1 onthouding.

L'amendement est approuvé -- Het amendement wordt aangenomen

* * * * *

Madame Alic, Madame Sönmez, Monsieur Koyuncu, Monsieur Dönmez, Madame Onkelinx, Monsieur Özkara, Monsieur Bouhjar, Madame Moureaux, Monsieur Goldstein, Monsieur Van Gorp, Madame Sanhayi et Madame Vriamont quittent la séance -- Mevrouw Alic, Mevrouw Sönmez, de heer Koyuncu, de heer Dönmez, Mevrouw Onkelinx, de heer Özkara, de heer Bouhjar, Mevrouw Moureaux, de heer Goldstein, de heer Van Gorp, Mevrouw Sanhayi en Mevrouw Vriamont verlaten de vergadering.

* * * * *

Vote à mains levées sur la motion amendée -- Stemming met handopsteken op de geamendeerde motie :
23 voix pour, 7 voix contre et 1 abstention -- 23 stemmen, tegen 7 en 1 onthouding

La motion amendée est approuvée -- De geamendeerde motie wordt goedgekeurd

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 23 voix contre 7 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 23 stem(men) tegen 7 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 23 voix contre 7 et 1 abstention(s).

Vu le mandat relatif à la conclusion avec les États-Unis d'un Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement, donné par les Ministres européens des Affaires étrangères et du commerce dans le Conseil Affaires Générales du 14 juin 2013 ;

Vu que le TTIP doit s'inscrire dans la continuité des accords commerciaux précédents, qu'il doit avoir pour objectif d'assurer la prospérité économique des deux parties;

Considérant qu'un accord tel que le TTIP ne peut se concevoir que s'il a un impact positif en termes de croissance, de création d'emplois, de soutien au développement d'activités durables et de bien-être de la population;

Considérant que les négociations d'un accord tel que le TTIP devraient s'inspirer du processus ouvert et participatif entamé en 2008 à Schaerbeek pour l'élaboration du Plan Communal de Développement Durable (PCDD), adopté par le conseil communal, après enquête publique;

Considérant que le PCDD constitue une feuille de route pour tous les élus schaerbeekois, un outil stratégique et programmatique;

Considérant que ce plan constitue un réel engagement de long terme pris devant les citoyens schaerbeekois

Considérant la mission donnée par le Gouvernement fédéral à ses représentants dans le cadre des négociations au sein des instances européennes;

Considérant les craintes formulées par la société civile et le débat public à l'égard du TTIP;

Considérant que le TTIP ne doit pas être un instrument de pure promotion du profit des multinationales;

Considérant que les communes peuvent être concernées par les dispositions de cet éventuel futur partenariat mais ne sont pas compétentes pour l'approbation des actes internationaux;

LE CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

1. Réaffirme son attachement au Plan Communal de Développement Durable et au processus d'ajustement de ce plan qui doit rester dans les mains des autorités communales sous le contrôle du Conseil, dans le cadre des compétences communales
2. Attire l'attention des autorités directement impliquées (fédérales et européennes) dans la négociation du TTIP quant aux inquiétudes formulées par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB) sur le besoin de clarté des points particuliers suivants :
 - Le respect de l'autonomie locale;
 - Le fait que les services publics locaux soient exclus du champ d'application du TTIP
 - Le maintien de hauts standards européens en termes de normes sociales, sanitaires et environnementales et leur respect par les entreprises européennes et étrangères opérant sur le marché unique européen;

- Le rejet de la clause d'arbitrage ISDS, s'il s'avère que le tribunal arbitral dispose de compétences impactant de façon disproportionnée l'autonomie communale et la protection de ses services publics
 - La transparence des négociations en informant les autorités locales et régionales
3. Demande à l'AVCB, dont la commune de Schaerbeek est membre, de relayer les inquiétudes, demandes et attentes des pouvoirs locaux concernant le TTIP à l'Association-coupe des pouvoirs locaux, le Conseil des communes et Régions d'Europe (CCRE), qui mènera une action de lobby auprès des instances européennes compétentes.

* * *

**Monsieur Bernard quitte la séance et Monsieur Echouel entre en séance ==-
De heer Bernard verlaat de vergadering en de heer Echouel treedt ter vergadering**

* * *

QUESTIONS ORALES ==- MONDELINGE VRAGEN

SP 41.- Situation sur le survol de Schaerbeek depuis la mise en oeuvre du moratoire (Question de Madame Mahinur OZDEMIR) ==- Situatie op de geluidsoverlast in Schaarbeek sinds de inwerkingtreding van het moratorium (Vraag van Mevrouw Mahinur OZDEMIR)

**Madame Ozdemir pose sa question
Monsieur Guillaume répond**

* * *

**La séance est suspendue de 22 heures 44 minutes à 22 heures 55 minutes -
=- De raad wordt opgeheven van 22.44 uur tot 22.55 uur.**

* * *

SP 84.- *** CE POINT EST REPORTE***** L'interdiction des quads.
(Question de Madame Barbara TRACHTE) ==- ***** DIT PUNT WORDT
OVERGEDRAGEN***** Het verbod op de quads (Vraag van Mevrouw
Barbara TRACHTE)**

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

SP 85.- *** CE POINT EST REPORTE***** L'interdiction de circulation des
quads dans notre commune (Question de Monsieur Seydi SAG) ==- *****
DIT PUNT WORDT OVERGEDRAGEN***** Het verbod om met quads rond
te rijden in onze gemeente (Vraag van de heer Seydi SAG)**

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

**La séance publique est levée à 23 heures et 5 minutes ==- De openbare
vergadering wordt beëindigd om 23.05 uur.**